

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3535 - JEUDI 18 JUILLET 2019



ACCORD CONGO-FMI

Clément
Mouamba face à
la presse ce jeudi

Le Premier ministre, chef du gouvernement, sera ce jeudi face à la presse pour éclairer la lanterne des Congolais sur les tenants et les aboutissants de l'accord conclu le 11 juillet avec le Fonds monétaire international. Réagissant à ce dénouement lors de son séjour à Sibiti, dans la Lékoumou, Clément Mouamba estimait que le plus dur est à venir.

REVENDEICATION SOCIALE

Grève générale illimitée
à la Sopeco

Les travailleurs manifestant à la direction générale

Les travailleurs de la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopeco) ont entamé hier une grève illimitée assortie d'un sit-in sonorisé pour une durée indéterminée. Ils réclament, entre autres, le paiement de trois mois de salaire sur les seize qui leur sont dus, le départ immédiat du directeur des Ressources humaines, des affaires juridiques et du patrimoine ainsi que l'annulation « pure et simple » des récentes affectations qu'ils jugent arbitraires. [Page 5](#)

TÉLÉPHONIE MOBILE

Le régulateur rappelle
les opérateurs nationaux à l'ordre

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques vient de sommer les sociétés de téléphonie mobile basées au Congo d'effectuer l'identification des utilisateurs au moment des ventes des cartes Sim pré-activées conformément à la réglementation en vigueur qui prévoit des sanctions pécuniaires à l'endroit des contrevenants. [Page 5](#)

DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIREHubert Julien
Laferrière aux
universités d'été
de Bacongo

Le député de la République en Marche de la 2e circonscription du Rhône et deuxième vice-président du Groupe d'amitié France-Congo à l'Assemblée nationale française, Hubert Julien Laferrière, séjourne à Brazzaville où il partagera, pour le compte de la Dynamique citoyenne pour des solidarités nouvelles « Vumbuka », l'expérience en matière de développement communautaire.

ÉDITORIAL

Tâche

Page 2

RECHERCHE AGRONOMIQUE

Saris-Congo va bénéficier
d'un soutien de l'Etat

Page 3

ÉDITORIAL

Tâche

Si il est une tâche à laquelle les élus du peuple - sénateurs, députés, conseillers départementaux, maires, conseillers municipaux - devraient se consacrer dans le moment présent, c'est bien celle d'aller sur le terrain, au plus près de la société civile donc, pour expliquer aux citoyennes et aux citoyens les effets positifs de l'accord qui vient d'être conclu par le gouvernement congolais avec le Fonds monétaire international. Pour écouter aussi leurs doléances, leurs attentes qui sont aussi fortes que nombreuses.

En détaillant de façon concrète, pratique, pragmatique les retombées que cet accord aura sans aucun doute sur l'économie nationale, mais aussi sur les économies locales et en prenant note de ce qu'espère, de son côté, la population sur toute l'étendue du territoire national, ils feraient, comme on dit, d'une pierre deux coups :

° Ils redonneraient d'abord confiance dans l'avenir à ceux qui les ont élus et qui comptent plus que jamais sur leur activisme pour résoudre dans le proche avenir les problèmes de toute nature que la crise vécue ces quatre dernières années a générés sur le terrain.

° Ils feraient remonter ensuite vers le pouvoir central les attentes précises des simples citoyens à tous les niveaux de la société et, de ce fait, contribueraient de façon efficace à la mise en œuvre concrète du plan de redressement qui se prépare au niveau national.

Qu'ils appartiennent à la majorité présidentielle ou qu'ils se réclament de l'opposition, tous les élus, sans aucune exception, devraient consacrer désormais l'essentiel de leur temps à cette tâche. Ils contribueraient de façon décisive à la mobilisation de la société civile qui, seule, permettra de tirer de l'accord passé avec le FMI un véritable profit collectif. Et, du même coup, ils renforceraient leur propre position sur le plan politique, ce qui n'est pas rien dans le moment où les nouvelles échéances électorales approchent à grands pas.

Voyons si les élus de tous bords vont saisir la mesure de l'enjeu.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-FMI

Le Club 2002-PUR se veut contribuer dans la mise en œuvre de l'accord

Le secrétariat permanent du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), élargi aux présidents départementaux, qui s'est réuni, le 16 juillet à Brazzaville, a décidé de la mise en place d'une commission interne, chargée de faire des propositions dans le cadre de la mise en œuvre du programme conclu entre le Congo et le Fonds monétaire international (FMI).

La session extraordinaire de la plus haute instance du Club 2002-PUR s'est déroulée sous la direction de son secrétaire général, Juste Désiré Mondelé.

Ainsi, les participants ont salué l'approbation, par le Conseil d'administration du FMI, de l'accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), à l'appui du programme de réformes économiques et financières en faveur de la République du Congo.

« Le secrétariat permanent du Club 2002-PUR saisit la présente occasion solennelle pour féliciter chaleureusement le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour son implication personnelle, ainsi que le gouvernement pour avoir créé toutes les conditions permissives et préalables aux négociations », peut-on lire dans le communiqué final, lu par le porte-parole de cette formation, Louis Gabriel Misatou.

Ce parti de la majorité présidentielle s'est également félicité de la ténacité, l'abnégation et la responsabilité dont les autorités congolaises ont fait montre durant les longues et âpres négociations avec les principaux bailleurs privés du Congo et avec le FMI.

En effet, ces discussions ont abouti à la signature de l'accord qui permet, selon le Club 2002-PUR, au Congo de ré-



Juste Désiré Mondelé clôturant les travaux/Adiac

tablir la stabilité macroéconomique, la soutenabilité de la dette et à jeter les bases solides d'une croissance plus inclusive.

« Le Club 2002-PUR se tient résolument disponible pour accompagner le président de la République dans la réalisation de ce programme triennal. A cet effet, le secrétariat permanent en appelle à la responsabilité de tous, particulièrement des acteurs publics, censés rendre opérationnelles les institutions chargées de veiller et d'encadrer la gouvernance économique et financière, crédo cher au président de la République », poursuit le communiqué final.

Présidant la session, le secrétaire général de ce parti a salué la sérénité dont a fait preuve le peuple congolais, malgré ce qu'il qualifie, « des obstacles et les sons de sirènes de certaines forces obscures et antipatriotiques ».

Pour lui, l'accord avec le FMI

est une victoire personnelle du président de la République et la démonstration de son leadership. « C'est un sujet très important pour le peuple congolais. Il est important de rappeler et de se souvenir que cet accord avec le

FMI est un accord triennal et nous en appelons à la mobilisation de tous, au rassemblement patriotique pour la mise en œuvre effective et réussie de cet accord », a rappelé Juste Désiré Mondelé, invitant les présidents fédéraux à rendre compte à la base des résultats de leurs travaux.

S'adressant aux membres du secrétariat permanent, il a indiqué que la commission qui sera mise en place devra très vite commencer à travailler, afin d'élaborer un rapport pour que le parti puisse continuer de participer au développement du pays en tant que force de propositions.

Notons qu'au plan interne, le secrétariat permanent a salué les efforts que son président du conseil de surveillance, le révérend Wilfrid Guy César N'Guesso, ne cesse de consentir pour la bonne marche du parti.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGO-FRANCE

Bertrand Cochery arrive à la fin de sa mission

L'ambassadeur de France en République du Congo qui a échangé le 16 juillet avec le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, ne parle pas d'adieux au Congo, mais d'un au revoir.



En poste à Brazzaville depuis juillet 2016, Bertrand Cochery est arrivé à la fin de sa mission diplomatique. Avec le président de la chambre basse du Parlement, le diplomate français a fait le point du niveau des relations entre le Congo et la France, notamment pendant ses trois ans passés en terre congolaise.

« Nous avons noué des relations aussi profondes et amicales pendant les trois années de ma mission, surtout que ce ne sont pas des adieux mais un au revoir. Ce n'est pas question pour moi de dire adieux au Congo, aux personnes avec qui j'ai travaillé aussi étroitement », a-t-il répondu à une question des journalistes.

L'ambassadeur de France au Congo quitte son poste au moment où le pays a signé un accord triennal avec le Fonds monétaire international (FMI) au titre de la facilité élargie de crédit. C'est ainsi que Bertrand Cochery a souligné la nécessité de faire bon usage du programme du FMI qui n'est pas, selon lui, la panacée ou la solution universelle.

« Nous ne sommes pas dans un monde des magiciens, le programme du FMI, c'est une aide considérable qui est apportée au Congo, mais il faut aussi que le Congo se mette en position d'en tirer tout le profit. D'où la nécessité de faire un fort investissement dans les dépenses de l'Etat sur les

Isidore Mvouba s'entretenant avec Bertrand Cochery DR dépenses à caractère social, secteur pour lequel, le FMI est d'accord. Il ne faut pas sacrifier le social, il faut faire plus », a-t-il rappelé.

Il a, par ailleurs, encouragé les autorités congolaises à appliquer la réforme de la gouvernance financière et économique, ainsi qu'à donner aux entreprises les conditions idoines de travail, en améliorant le climat des affaires. « Je pense que cet échange avec la représentation nationale était important parce que les députés reçoivent tous les messages du terrain et il faut qu'ils retournent vers les électeurs qui sont la raison d'être principale de toute démocratie », a conclu Bertrand Cochery.

Parfait Wilfried Douniama

CONGO-FMI

L'ambassadeur de France invite les parlementaires à s'impliquer dans la mise en œuvre de l'accord

Reçu en audience par le président du Sénat, Pierre Ngolo, le 16 juillet à Brazzaville, le représentant diplomatique de la France au Congo, Bertrand Cochery, a émis le souhait de voir le Sénat et l'Assemblée nationale s'impliquer dans la mise en œuvre du programme conclu entre le Fonds monétaire international (FMI) et le pays.

« La mise en œuvre du programme du FMI supposera une forte implication des deux chambres du parlement », a déclaré le diplomate français, avant d'ajouter : « Et maintenant, une nouvelle page commence et ce sera celle d'amitié entre la France et le Congo ».

Outre cette question, l'échange entre les deux personnalités a également porté sur le bilan de la coopération bilatérale, ainsi que sur le travail réalisé par le diplomate français durant les trois années de son mandat au Congo.

Notons que pendant le séjour de Bertrand Cochery au Congo, le président du Sénat, Pierre Ngolo, a eu des échanges à Paris avec son homologue français, Gérard Larcher.

Le président de la haute chambre du parlement s'est réjoui de l'accord signé le 11 juillet avec le FMI mais aussi du soutien de la France au Congo dans les négociations avec cette institution de Bretton Woods.

Pierre Ngolo s'était aussi rendu à Paris en juin dernier lors du lancement officiel de la participation du Congo au groupe des Sénats d'Europe ouvert à l'Afrique. Il a évoqué avec son interlocuteur le principe de création d'une association des Sénats africains.

Jean Jacques Koubemba

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le gouvernement soutient Saris-Congo dans la politique agricole

En séjour de travail dans le département de la Bouenza, le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a rassuré les autorités de la Société agricole de raffinage industriel du sucre (Saris-Congo) de l'appui des instituts de recherche sur les plans agronomique, forestier et d'analyse des sols.

Les questions agricoles et agronomiques liées à la culture de la canne à sucre ont été au menu de l'entrevue entre le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou et l'équipe technique de la Saris-Congo conduite par son directeur général, Guillaume Ranson, le 12 juillet à Nkayi, chef-lieu du département de la Bouenza. Une projection sur le développement diversifié des activités de l'entreprise a également été faite en présence du préfet Jules Monkala Tsoumou. La diversification concerne notamment la culture industrielle du maïs et plusieurs autres plantes à cultiver en rotation pour avoir les meilleurs résultats sur la canne à sucre.

À propos du maïs, les surfaces de culture seront élargies suivant un plan scientifique bien déterminé. Les prévisions soulignent que pour les deux prochains cy-

cles de maïs de fin 2019 et début 2020, 400 hectares seront plantés dans le département par les petits producteurs. « Nous avons aussi le développement de l'unité de broyage de calcaire de Madingou que nous voulons redynamiser

et qui peut être d'un grand intérêt pour la culture départementale et du pays puisque l'utilisation du calcaire, de la chaux peut avoir des effets largement bénéfiques sur les résultats des cultures », a expliqué Guillaume Ranson.

Par ailleurs, la Saris va développer la production de l'unité de broyage de calcaire de Loudima tout en développant la quantité, la qualité et la marque du calcaire de Madingou. « Je pense que sur

le plan agronomique c'est quelque chose d'important parce que le chaulage des champs permet d'avoir une meilleure efficacité des engrais minéraux et par conséquent peut aussi permettre de mettre un peu moins d'engrais pour un même résultat du centre de recherche de Loudima », a expliqué le directeur général de l'entreprise. Le travail se fera assurément en synergie avec l'Institut national de la recherche agronomique (IRA), à propos notamment

de la vulgarisation de l'intérêt de l'utilisation du calcaire dans les cultures.

Au ministre, la Saris a posé le problème des analyses de sols qui bloque le partenariat entre les deux parties à cause du coût élevé. Levant toute équivoque sur la question, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a indiqué que l'aspect analyse des sols revient à l'Institut de recherche en sciences exactes et naturelles. Il a donc promis de dépêcher, dans un bref délai, les chercheurs de cet institut pour trouver la formule la plus simple. « Au niveau de la recherche agronomique, la zone de Loudima est entièrement à votre disposition, suivant les composantes que la Saris met sur le terrain. L'IRA doit vous accompagner et l'Institut national de recherche forestière est censé créer les conditions pour que le sol qui doit être utilisé ne soit pas rempli de mauvaise situation qui ne permettraient pas d'assurer une continuité de ce que vous avez à faire », a fait savoir le ministre au directeur général de Saris.

Rominique Makaya



Réunion de travail entre le ministre, le préfet et les responsables de Saris



EMBAXADA DA REPÚBLICA DE ANGOLA
NA REPÚBLICA DO CONGO BRAZZAVILLE

ANNONCE

LE SECTEUR CONSULAIRE DE L'AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA EN RÉPUBLIQUE DU CONGO INFORME LA COMMUNAUTE ANGOLAISE RÉSIDENTE À BRAZZAVILLE QUE L'AMBASSADE A OUVERT LE REGISTRE DE SA COMMUNANTÉ.

CE REGISTRE S'EFFECTUERA TOUS LES JOURS OUVRABLES AUPRÈS DES INTALLATIONS DE L'AMBASSADE, DE 9H00 A 13H00 JUSQU'AU 15 AOUT 2019, SAUF LES JOURS DE MERCREDI OÙ CELUI-CI SE FERA AUX INSTALLATIONS D'ANGOLA LIBRE, À MAKELEKELE. LE REGISTRE EST POUR TOUS LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE QUI ONT PLUS DE 18 ANS.

AUSSI LE REGISTREMENT EST GRATUIT.

DOCUMENTS NECESSAIRES :

- CARTE D'IDENTITE OU
- PASSEPORT ANGOLAIS OU
- CEDULA OU ACTE DE NAISSANCE
- DEUX PHOTOS

NOTE : LE REGISTRE EST GRATUIT



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION

PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DU SYSTEME EDUCATIF (PRAASED)



AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET

N° 05/2019/MEPSA/UCP-PRAASED

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL CHARGÉ DE L'ANALYSE DU DISPOSITIF ACTUEL D'ÉVALUATIONS FORMATIVES (DEVOIRS DE CLASSE ET DÉPARTEMENTAUX, COMPOSITIONS MENSUELLES, TRIMESTRIELLES, ET EXAMENS BLANCS/TESTS) DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE.

1. Le Gouvernement de la République du Congo en partenariat avec la Banque Mondiale co-finance le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Éducatif (PRAASED) pour un montant total de 70 millions de dollars US. Une partie de ces fonds sera utilisée pour financer le recrutement d'un consultant national chargé de l'analyse du dispositif actuel d'évaluations formatives (devoirs de classe et départementaux, compositions mensuelles, trimestrielles et examens blancs/tests) dans l'enseignement primaire et secondaire.

2. L'objectif de l'étude est d'analyser le système actuel d'évaluations formatives (devoirs et compositions, examens blancs/tests), en identifiant les forces et faiblesses de ce dispositif afin de le rendre plus pertinent et performant (cf. annexe 1 des TDR).

3. La mission du Consultant consistera entre autres à :

- analyser le dispositif existant d'évaluations formatives en ce qui concerne les devoirs sur table, les compositions mensuelles et trimestrielles, les devoirs départementaux et les examens blancs/tests du système éducatif (analyse institutionnelle et fonctionnelle);
- faire une analyse approfondie de la qualité de ces modes d'évaluations et leur déroulement;
- évaluer la pertinence et l'efficacité de ces évaluations formatives dans l'enseignement/apprentissage au primaire et au secondaire en lien avec les objectifs de connaissances et compétences des programmes enseignés pour chaque cycle;
- évaluer l'impact du dispositif de ce mode d'évaluations sur le temps d'enseignement/apprentissage (arrêt des cours, acquisition des connaissances et compétences visées, emploi du temps, élaboration des épreuves, correction, etc.);
- faire une analyse des pratiques docimologiques dans un échantillon d'écoles primaires et secondaires, urbaines et rurales (pertinence des items, système de notation et barème, correction, etc.). Ceci inclut une analyse des devoirs écrits, des compositions mensuelles et trimestrielles, des devoirs départementaux et autres examens blancs/tests et leur correction par l'enseignant, ou le collectif d'enseignants;
- analyser l'usage fait des résultats de ces évaluations formatives (devoirs écrits, des compositions mensuelles et trimestrielles, des devoirs départementaux et autres examens blancs/tests).

4. Profil du Consultant :

Le consultant devra être une personne physique possédant :

- un diplôme en sciences de l'éducation de préférence, ou en sciences sociales (Bac+4 au moins)
- une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de l'évaluation des systèmes éducatifs, des

dispositifs nationaux d'évaluation et/ ou des évaluations des apprentissages;

- un justificatif de trois (3) référence au moins, dans l'analyse des évaluations nationales et des acquis des apprentissages;

- une expérience significative dans le système éducatif congolais (enseignant, inspecteur, directeur d'écoles, de collège...);

- une bonne expression écrite et orale.

5. La méthode de sélection sera basée sur les directives de sélection et emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale (Consultants individuels), version révisée 2014.

6. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet comprenant :

- une lettre de motivation
- un Curriculum vitae détaillé
- les copies certifiées des diplômes et tout autre document justifiant la formation
- les certificats de travail et tout autre document justifiant de l'expérience dans le domaine de la mission

7. Informations et Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des termes de référence au Bureau de la passation des Marchés, à l'adresse ci-dessous, et aux heures suivantes : de 8 h à 16 h 00 (du lundi au vendredi).

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés en version physique ou transmis en version électronique, à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard le 31 juillet 2019 à 14 heures, heure locale avec la mention « Avis de recrutement d'un consultant national chargé de l'analyse du dispositif actuel d'évaluations formatives au primaire et au secondaire ».

L'adresse à laquelle, il est fait référence est :

UNITE DE COORDINATION DU PRAASED
sis au No 133 de l'Avenue Maréchal LYAUTEY,
en face du CHU, à côté de l'UNESCO,
E-mail : praaseducp@gmail.com,
Téléphone : 06 701 74 68, Brazzaville, République du Congo.
Fait à Brazzaville, le 16/07/2019

Le Coordonnateur du PRAASED
Calixte KOLYARDO

SOPÉCO

Poursuite du bras de fer entre le syndicat et la direction générale

Les travailleurs de la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopéco) ont entamé, le 17 juillet, une nouvelle grève illimitée pour réclamer le versement de trois mois de salaire sur seize impayés et le départ d'un de leurs responsables.

Le mouvement de grève lancé hier matin avec sit-in sonorisé intervient trois mois après la signature d'un protocole d'accord entre l'inter-syndicale et les dirigeants sociaux, grâce à un arbitrage du ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo.

Ce round de la contestation sociale risque d'enfoncer davantage la Sopéco en crise sociale et financière. Pour l'un des responsables syndicaux, Franck Siassia Mikouiza, les autorités de tutelle portent l'entière responsabilité de cette impasse et leur refus de dialoguer.



Les travailleurs manifestant à l'intérieur de l'établissement

Franck Siassia Mikouiza a déploré des décisions administratives destinées à punir certains grévistes. « Nous

demandons l'annulation du prochain comité de direction prévue en août ; le paiement des salaires du

mois d'avril, mai et juin 2019 pour éviter l'accumulation des arriérés ainsi que l'annulation pure et

simple des récentes affectations arbitraires », a-t-il déclaré.

Depuis l'échec des précédentes négociations avec les dirigeants sociaux de l'entreprise publique et de la conciliation qu'a tentée de mener l'inspection départementale du travail, les syndicalistes avaient sollicité l'arbitrage du Premier ministre pour essayer de répondre à cette crise. Presque toutes les tentations de médiation ont échoué.

Le protocole d'accord signé entre les deux parties, le 19 avril dernier, prévoyait un paiement par tranche des salaires par la direction générale de la Sopéco. Alors que ses recettes mensuelles n'atteignent pas trente millions, les charges sociales de l'entreprise sont estimées à quelque soixante-treize millions de francs CFA.

Fiacre Kombo

TÉLÉPHONIE MOBILE

L'identification des abonnés pose toujours problème

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) a mis en demeure, mercredi à Brazzaville, les deux principaux opérateurs de téléphonie mobile de se conformer à la réglementation en vigueur en matière d'identification des abonnés, jusqu'au 16 août 2019.

La sommation du régulateur d'un délai d'un mois fait suite à une enquête réalisée entre le 26 juin et le 2 juillet sur le territoire national, ayant relevé des délits graves des opérateurs et leurs distributeurs ou revendeurs sur la vente des cartes SIM pré-ac-

tivées et sans identification préalable des abonnés. Sur un échantillon de 359 SIM achetées lors de l'enquête, dont 346 chez les revendeurs et treize chez les distributeurs, 259 ont été achetées sans pièces d'identité. Seule une centaine a été acquise

avec des pièces d'identité, soit un pourcentage de plus de 72% de cartes SIM obtenues hors dispositifs sécuritaires mis en place par le régulateur. Par ailleurs, 215 de ces SIM ont été préactivées et seules 144 ont été activées à l'achat.

Selon le directeur des Réseaux et Services de communications électroniques à l'ARPCE, Marc Sakala, qui a présidé la réunion avec les

représentants des différents opérateurs, la non-identification des abonnés serait à l'origine des arnaques constatées ces derniers jours sur le service de mobile money. L'enquête a montré sur ce segment que quarante-huit activations du service mobile money ont été réalisées, soit 33,98% des 259 cartes SIM acquises sans pièces d'identité et 24,51 des 359 cartes SIM globalement

achetées.

« Nous avons senti un très fort relâchement de la part des opérateurs de la téléphonie mobile », a expliqué Marc Sakala. Il a rappelé que les dispositions de l'article 130 de la loi de 2009 sur la réglementation du secteur des communications électroniques complétées par d'autres textes « interdisent aux exploitants des réseaux des communications électroniques ouverts au public ou à leurs représentants, au moment de la souscription au service de téléphonie, de vendre des cartes SIM pré-activées et sans identification préalable des utilisateurs ». Pour l'ARPCE, cette situation prouve que les engagements pris en octobre 2017 par les opérateurs, visant à assainir les canaux de distribution par le biais des vendeurs ambulants, n'ont pas été respectés. Des sanctions sont prévues par l'ARPCE au terme de la mise en demeure si l'ordre n'est pas rétabli par les principaux opérateurs concernés, MTN et Airtel notamment.

Quentin Loubou



Célestin Endoké (directeur des Affaires juridiques) lisant la déclaration au terme de la réunion

VIE ASSOCIATIVE

Un musée pour les AET

Un appel a été lancé le 16 juillet à la place d'armes de l'École militaire préparatoire Général Leclerc, à l'occasion de la journée des Anciens enfants de troupe (AET), en vue de constituer une galerie qui leur sera dédiée.

Le président de l'association des AET, le colonel Rémy Ayayos Ikounga, a, dans son mot de circonstance, expliqué que l'opération « vide-grenier », lancée récemment, se poursuivra durant les deux prochaines années. « Je saisis donc cette occasion pour vous demander d'y apporter votre contribution afin de donner toute son âme à notre futur musée », a-t-il précisé.

Rémy Ayayos Ikounga a également dressé un point intermédiaire sur le thème retenu cette année « Dans la fierté, la fraternité, la solidarité et l'entraide, participons à l'édification de l'association des AET ». Ce thème traduit,

a-t-il renchérit, l'expression engageante de leur devise, qui invite chaque AET en conséquence à adopter une posture résolument tournée vers la mobilisation de leurs énergies et de toutes leurs ressources afin d'apporter, a-t-il poursuivi, à leur association la dynamique nécessaire à sa pérennisation. Cela, dans la perspective de la matérialisation des trois principaux axes d'efforts, à savoir l'assainissement de la trésorerie ; l'amélioration du fonctionnement interne des différentes promotions et la participation effective de tous aux activités initiées par le bureau exécutif national.

Le président de l'Association des AET a en outre souligné la nécessité d'une implication collective et individuelle dans l'organisation du fonctionnement de l'association. « Cette interpellation que je



Le dépôt de la gerbe de fleurs à la Stèle de l'AET

veux solennelle m'amène par ailleurs une fois de plus à lancer un appel à la responsabilité financière des promotions sans laquelle il serait impossible à notre association de finir son œuvre fédérative. A ce sujet, concernant le fonctionnement général de l'association, la concrétisation de notre engage-

ment visant à doter l'AET d'une permanence digne a été unanimement saluée ; mais cet espace de rencontres et d'échanges qui connaît un réel succès mérite davantage l'attention de notre part », a-t-il souligné.

Rémy Ayayos Ikounga a par ailleurs déposé une gerbe de fleurs à la stèle de l'AET. Une

marche a été organisée à la place d'armes de l'École militaire préparatoire Général Leclerc. L'on a assisté à une cérémonie de port des insignes « AET » à la nouvelle promotion (par les anciens), à la remise des documents directeurs de l'AET à la nouvelle promotion par le secrétaire général de l'association.

Guillaume Ondzé

RÉINSERTION SOCIALE DANS LE POOL

Les fournisseurs de services formés à la gestion axée sur les résultats

Le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolélas, a lancé, le 17 juillet à Brazzaville, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement, une session de formation spéciale des fournisseurs de services du programme désarmement, démobilisation et réinsertion sur l'approche 3x6, basée sur la gestion axée sur les résultats.

L'atelier est organisé dans le cadre du projet de consolidation de la paix et démarrage du processus désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) dans le département du Pool. Soixante délégués venus de seize ministères, du conseil national du dialogue, de la commission ad hoc paritaire, des organisations non gouvernementales, de la société civile, des agences du système des Nations unies et des médias participent à cette formation de trois jours.

Cet atelier vise à contribuer au renforcement des capacités des participants à la mise en œuvre effective du programme DDR dans le département du Pool. L'objectif étant non seulement d'éclairer leur lanterne sur les aperçus du DDR, mais aussi et surtout de leur donner de nouvelles connaissances techniques sur la réinsertion socioéconomique à travers l'approche 3x6. Dans son discours d'ouverture, le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants a fait savoir que cette formation constitue une étape prélimi-

naire importante dans la mise en œuvre du programme DDR dans le Pool.

« La mise en place des plateformes d'échanges intra-communautaires locales et départementales, la signature des documents de base du programme DDR ont, entre autres, favorisé le retour de la paix sociale dans le département du Pool. Le but était de contribuer à la bonne préparation des acteurs de terrain pour la mise en œuvre de la réinsertion socioéconomique... », a souligné Euloge Landry Kolélas.

De son côté, le représentant résident du Pnud au Congo, Malèye Diop, a indiqué que l'échec du DDR dans le monde est souvent dû au fait que la démobilisation prend trop de temps dans sa mise en œuvre.

« La plupart des échecs des programmes DDR dans le monde sont attribués au fossé creusé entre le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, laissant les ex-combattants face aux avatars des lendemains incertains », a-t-il indiqué.

Firmin Oyé

MAROC

La croissance économique devrait atteindre 4,5% d'ici 2024, selon le FMI

Les perspectives économiques à moyen terme au Maroc restent favorables et la croissance devrait atteindre 4,5% d'ici 2024, selon le rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre des consultations au titre de l'article IV, publié le 16 juillet.

Selon le FMI, ces perspectives restent soumises à des risques internes et externes importants, notamment des retards dans la mise en œuvre des réformes, une croissance plus faible dans les principaux pays partenaires (notamment la zone euro), la hausse des prix du pétrole, les risques géopolitiques et la volatilité des conditions financières.

En revanche, la baisse des prix internationaux du pétrole pourrait aider à renforcer la résilience de l'économie marocaine et une intégration régionale accrue dans la région du Maghreb pourrait devenir une source supplémentaire de croissance pour le Maroc à moyen terme.

Pour l'année 2018, l'activité économique s'est affaiblie pour atteindre 3%, en raison de la moindre croissance des secteurs agricole et tertiaire. Le taux de chômage reste proche de 10% et particulièrement élevé chez les jeunes. L'inflation globale a atteint 1,9% en 2018, en partie à cause de la hausse des prix des produits alimentaires. Quant à l'assai-

nissement des finances publiques, il s'est ralenti en 2018 et le déficit public s'est stabilisé à 3,7% du PIB en raison de la vigueur des recettes de la TVA et de la réduction de la masse salariale, qui ont partiellement compensé la baisse des impôts et des subventions des entreprises et l'augmentation des subventions au gaz butane.

Malgré de solides performances à l'exportation dans les secteurs de l'automobile et des phosphates, le déficit de la balance courante s'est creusé pour atteindre 5,4% du PIB, en raison de la hausse des importations d'énergie et de biens d'équipement, ainsi que de la baisse des envois de fonds, des subventions officielles et des recettes touristiques, constatent les auteurs du rapport.

Pour ce qui est de l'IED net, il a fortement augmenté pour atteindre 2,5% du PIB, alors que les réserves internationales ont chuté à 24,4 milliards de dollars mais restent confortables, avec 5,2 mois d'importations environ.

D'après le FMI, la capitalisation bancaire est adéquate et les risques pour la stabilité financière sont limités. Les prêts improductifs restent relativement élevés. Pour rappel, le Conseil d'administration du FMI a conclu le 13 mai 2019 les consultations au titre de l'article IV avec le Maroc.

Xinhua

Brèves

Cédéao

Les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) vont adopter un plan d'action pour rapatrier les biens culturels africains détenus à l'étranger. La nouvelle stratégie est prévue pour la période 2019-2023. Après une demande officielle de restitution de ces biens culturels, adressée en 2016 par le président béninois Patrice Talon à la France, le gouvernement français avait annoncé début juillet, une restitution « rapide » de vingt-six œuvres datant de l'époque de l'ancien royaume du Dahomey. L'année dernière, le président français, Emmanuel Macron, avait lancé une mission d'étude visant à étudier les conditions de restitution de plusieurs œuvres d'art africaines, à leurs pays d'origine.

Ghana

Le Fonds vert pour le climat a annoncé l'octroi d'une subvention de vingt millions de dollars pour l'amélioration de la résilience aux changements climatiques des femmes ghanéennes actives dans le secteur primaire. Ces fonds seront utilisés dans le cadre de l'initiative Affirmative Finance Action for Women in Africa, portée par la Banque africaine de développement. Grâce à cet engagement, l'initiative accroîtra la part subventionnelle des financements proposés aux associations agricoles ou aux petites et moyennes entreprises de l'agro-business, portées par des femmes au Ghana. Cette solution financière permet l'accès à des technologies et à des pratiques qui amélioreront la résilience au climat dans l'écosystème agricole.

Ouganda

Le pays va lancer une nouvelle usine d'assemblage de véhicules, à 263 millions de dollars, a indiqué Isaac Paul Musasizi, directeur général de la société publique ougandaise Kiira Motors Corp., lors d'une interview accordée à Bloomberg. Un investissement initial de quarante millions de dollars sera effectué par l'Etat, pour la phase initiale du projet. L'usine permettra de produire annuellement cinq mille véhicules, avec une capacité prévue pour atteindre à terme, cent cinquante mille unités grâce à l'assemblage d'autobus, de camions, de camionnettes et de véhicules utilitaires sport. D'après les statistiques du gouvernement ougandais, le marché combiné des véhicules de tourisme et commerciaux dans les cinq pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est pourrait doubler au cours des treize prochaines années pour atteindre près de 630 000 véhicules par an.

Afrique

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) vient de lancer une plateforme numérique de paiement à l'échelle continentale, la première du genre en Afrique. Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) vise à faciliter les paiements de biens et de services en devises africaines, dans le cadre de la promotion du commerce intra-africain. Coïncidant avec le lancement de la phase opérationnelle de la Zone économique de libre-échange continentale africaine, le nouvel instrument vise à accélérer les échanges commerciaux intra-africains en réduisant l'intervention des devises étrangères dans les transactions commerciales.

Nigeria

Le gouvernement fédéral du Nigeria a obtenu un financement de quinze millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (GEF) afin d'améliorer sa gestion des déchets électroniques. Ces fonds serviront à la mise en place d'un projet dénommé : « Approche de l'économie circulaire pour le secteur électronique au Nigeria ». La Nesrea estime que 270 000 tonnes de déchets électroniques ont atterri au Nigeria en 2017, ce qui représente une hausse de 170 % par rapport à la quantité enregistrée en 2009. La masse de ces déchets croîtra probablement au cours des prochaines années, avec le refus de plusieurs pays asiatiques de continuer à les accueillir. Si ce projet réussit au Nigeria, il sera implanté, avec le soutien du GEF, dans d'autres pays du continent.

Zimbabwe

Le taux d'inflation annuel a grimpé à 175,66% à la fin juin 2019, soit le plus haut niveau enregistré en dix ans. Ce taux s'affiche encore plus en hausse, par rapport aux 97,9% enregistrés en mai. Ce dernier chiffre avait déjà soulevé des inquiétudes au sein des observateurs et de la population, ceux-ci craignant en effet un retour à la période d'hyperinflation qui avait plongé le pays dans la crise qui affecte encore actuellement son économie. Cette nouvelle hausse de l'inflation intervient, moins de trois ans, après la fin d'une période de déflation qui avait conduit à une baisse générale des prix dans le pays d'Afrique australe. D'après les statistiques, les prix des aliments, des vêtements, du mobilier et des soins de santé ont tous augmenté de plus de 200 % en juin par rapport à l'année précédente.

Josiane Mambou Loukoula

FMI

Christine Lagarde quittera ses fonctions le 12 septembre prochain

Le conseil d'administration a annoncé, dans un communiqué en date du 16 juillet, la démission de la directrice du Fonds monétaire international (FMI).



L'annonce intervient après la nomination, début juillet, de la femme d'affaires française de 63 ans à la tête de la Banque centrale européenne (BCE). Alors que la prise de ses nouvelles fonctions devrait intervenir, d'ici au mois de novembre, David Lipton, l'actuel premier directeur général adjoint du FMI, prendra les rênes de l'institution de façon intérimaire. Réélue en 2016 à la tête de l'institution de Bretton Woods, Christine Lagarde est devenue, en 2011, la première femme à exercer cette fonction, hors périodes d'intérim, après le scandale qui avait poussé l'ancien directeur, Dominique Strauss-Kahn, à la démission.

« Au cours de son mandat, le Fonds a excellé dans la prestation de services à l'ensemble de ses membres en leur prodiguant des conseils stratégiques de pointe appuyés par un travail d'analyse novateur sur un éventail de questions macro-critiques. Sa gestion a été exceptionnelle et nous lui sommes reconnaissants pour son leadership novateur et visionnaire », a indiqué le communiqué du FMI.

Pour l'instant, aucun détail n'a été fourni sur son potentiel successeur, alors que le conseil d'administration a annoncé qu'il « lancera rapidement le processus de sélection du prochain directeur général et communiquera en temps opportun ».

J.M.L.

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE PAMELA BASSILOUA

Jeudi 18 Juillet 2019

- 7H00 : départ des parents pour la morgue municipale de Brazzaville;
- 9h: levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville;
- 11h : retour au Domicile ;
- 12h : recueillement et absoute sur place;
- 14h : départ pour le cimetière Ma Campagne;
- 17h : Fin de la cérémonie.



COMMISSION EUROPÉENNE

Des défis climatiques à relever pour Ursula von der Leyen

La ministre allemande de la Défense, proche de la chancelière Angela Merkel, a été confirmée, le 16 juillet, à la présidence de cette Commission.

Celle qui succède à Jean-Claude Juncker a obtenu 383 votes. « Mon message à vous tous est le suivant : travaillons ensemble de façon constructive, car il s'agit d'une Europe unie et forte », a-t-elle dit, après son élection lors d'un vote à bulletins secrets au Parlement européen de Strasbourg. Le choix de la ministre de la Défense allemande a, en effet, crispé nombre d'eurodéputés, car les dirigeants de l'Union européenne (UE) avaient fait fi des candidats présentés par le Parlement. Le résultat très serré avec dix-neuf voix de plus que la majorité signifie que nombre de députés pro-européens ont refusé de lui accorder leur soutien malgré les consignes de leurs présidents de groupe.

En réponse à la forte mobilisation citoyenne des derniers mois, la nouvelle présidente de la Commission de l'UE, Ursula von der Leyen, a d'emblée promis un « Green deal européen dès les cent premiers jours de son mandat », avec la « première loi



Ursula von der Leyen

européenne pour le climat ». Objectif: faire de l'UE « le premier continent neutre en carbone dès 2050 » alors que le sujet est loin de faire l'unanimité.

Le principe, a-t-elle dit, sera inscrit dans la « première loi européenne sur le climat ». Et elle a confirmé son soutien à un objectif de réduction des émissions de CO2 de 50 à 55 % en 2030 contre les 40 % actuellement envisagés (et soutenus par son groupe politique, le PPE). L'ancienne ministre

allemande de la Défense entend, par ailleurs, faire de la Banque européenne d'investissement une banque pour le climat et ainsi mobiliser mille milliards d'euros pour les dix années à venir. Un projet notamment porté par le président français, Emmanuel Macron.

Elle envisage aussi une taxe carbone aux frontières, proposition soutenue par la France depuis 2009 mais farouchement rejetée par l'Allemagne, dont l'industrie est fortement exportatrice. Et

elle s'est engagée à étendre le marché carbone européen au secteur de la construction et des transports routier et maritime.

La nouvelle présidente de la Commission européenne, qui entrera en fonction en novembre pour un mandat de cinq ans, devra plus que jamais faire de l'écologie sa priorité. Le scrutin de mai dernier l'avait déjà clairement démontré avec une percée surprise des Verts notamment en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Belgique ou encore aux Pays-Bas. Ils sont ainsi devenus la quatrième force politique au sein du Parlement européen avec soixante-quatorze sièges.

L'élection de Pascal Canfin, ancien directeur du WWF France, candidat sur la liste LREM, à la présidence de la commission Environnement est également un signal positif, d'autant que c'est désormais la plus fournie avec soixante-seize eurodéputés. « C'est le symbole que ce Parlement prend très au sérieux l'urgence climatique, la protection de la biodiversité et la santé des consommateurs. Il y a toujours une grande priorité dans un mandat : en 2009, c'était la crise financière;

en 2014, c'était la crise migratoire : ma conviction, c'est qu'en 2019 ce sera la crise climatique et la réponse à cette crise », a-t-il assuré.

Parmi les chantiers prioritaires qui attendent la nouvelle commission et à quelques semaines de l'organisation d'une conférence sur l'ambition climatique à l'ONU le 23 septembre, il faudra s'entendre sur une relève des engagements de réduction des émissions de CO2. Cependant, les vingt-huit campent toujours sur l'objectif de - 40 %, largement insuffisant pour respecter l'Accord de Paris. Le prochain mandat aura aussi à cœur de mettre en œuvre le paquet Énergie Climat 2030 alors que le premier bilan effectué en juin s'est révélé désastreux. Selon la Commission européenne, aucun État membre ne présente actuellement de plan national énergie-climat respectant intégralement les objectifs fixés. Enfin, elle devra aussi se pencher sur les normes de pollution des transports et trancher sur une éventuelle taxe Kérosène voulue par la France et défendue par quatre autres pays.

Yvette Reine Nzaba

Inscrivez-vous dès maintenant

ubagroup.com/marketplace



#UBAMarketplace19 #TEFForum19

Vous êtes créateurs de mode ou d'accessoires, designers, photographes, créateurs de produits de soin ou alimentaires ? N'hésitez pas ! Inscrivez-vous en ligne à la foire organisée par la banque UBA à Abuja (Nigeria), les 26 et 27 juillet pour avoir la chance de bénéficier d'un voyage tous frais payés et d'un stand gratuit sur place. C'est pour vous, l'occasion rêvée de faire découvrir vos produits à un public hétéroclite, composé de jeunes entrepreneurs comme vous, mais aussi de potentiels investisseurs et partenaires venus des quatre coins de l'Afrique pour assister au forum de la Fondation Tony Elumelu.

À l'origine, la Fondation Tony Elumelu organise chaque année un forum pour réunir les lauréats de son programme de financement au Nigeria. Son

promoteur, l'homme d'affaire Tony Elumelu, Président du groupe UBA entre autres, a eu pour ambition en la créant, d'aider 1000 jeunes africains par an à bénéficier d'un accompagnement financier de 10.000 dollars et d'un programme de formation pour lancer un business viable.

Depuis le lancement du projet en 2015, ce sont plus de 7000 jeunes qui ont été sélectionnés dans toute l'Afrique et qui ont été financés par la Fondation et ses partenaires. Le dernier en date à s'associer au projet est le PNUD (Programme de développement des Nations Unies). Au Congo en 2019, 15 jeunes porteurs de projets ont eu la chance d'être choisis et suivent désormais une formation depuis avril 2019.

Gagner un voyage pour vendre ses produits dans une grande foire internationale. Avec UBA, c'est possible !

En marge de ce forum, considéré comme le plus grand rassemblement annuel d'entrepreneurs, de décideurs politiques et de chefs d'entreprise africains, va se tenir le « UBA Marketplace ». Comme son nom l'indique, c'est une foire organisée par la banque UBA qui va permettre à des entrepreneurs des 20 pays où elle est implantée, qu'ils soient bénéficiaires du programme de la Fondation Tony Elumelu ou pas, de participer à l'évènement.

Sur place, ils pourront commercialiser leurs produits, mais surtout se créer un réseau qui ira au-delà des frontières de leur pays. Le projet « UBA Marketplace » respecte ainsi l'idéologie afrocapitaliste du Président du groupe UBA, Monsieur Tony Elumelu, dans l'optique de permettre aux entrepreneurs africains d'échanger pour s'inspirer les uns des autres, collaborer et devenir plus forts ensemble afin de développer l'Afrique.

Si vous partagez cette ambition, rejoignez-nous en vous inscrivant sur le site en ligne créé à cet effet : www.ubagroup.com/marketplace

RUSSIE-AFRIQUE

Le prochain forum sur le développement du parlementarisme pourrait se tenir en Afrique

Le président de la Douma d'Etat, Vyacheslav Volodine, qui a échangé avec le président de l'Assemblée nationale du Congo, Isidore Mvouba, en marge de la rencontre de Moscou, a indiqué que son pays envisageait d'organiser le forum chaque année, soit une fois en Russie, une fois dans un pays africain.

Organisé chaque année, le deuxième Forum international sur le développement du parlementarisme s'est déroulé récemment à Moscou, en Russie, sous le signe de la diplomatie des peuples.

En effet, ces assises ont rassemblé plusieurs parlementaires d'Afrique. Conduisant la délégation congolaise, Isidore Mvouba a eu un tête-à-tête avec son homologue de la Douma.

« J'espère que votre participation à ce forum sera le premier pas pour trouver des solutions aux questions qui nous préoccupent et qui sont très importantes pour nos relations bilatérales, ainsi que pour les relations multilatérales. Nous envisageons d'organiser ce forum une fois tous les ans, une fois en Russie, une fois dans un pays africain », a lancé le président de la Douma d'Etat. A ce propos, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, n'a pas exclu la possibilité pour le Congo de saisir cette opportunité. Une proposition qui pourrait faire l'objet

des discussions entre les deux parties, à en croire Vyacheslav Volodine.

En effet, les échanges entre les deux personnalités ont tourné autour des questions liées au développement de l'humanité et des relations particulières et stratégiques existant entre le Congo et la Russie.

Saluant la réussite du forum de Moscou, le chef de la délégation congolaise a rappelé que le début de ce siècle est un paradoxe avec la montée de velléités due au développement extraordinaire des sciences, de la technologie et du progrès. D'où la nécessité pour les parlementaires d'agir. Selon lui, la Russie a bien compris cette urgence, car c'est ce qu'elle a fait et est en train de faire.

« Nous assistons au terrorisme, au réchauffement climatique et à une montée du nationalisme, c'est une période délicate et les parlementaires que nous sommes devons prendre cette situation au sérieux », a laissé entendre Isidore Mvouba.

Il a aussi rappelé que le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a plaidé, le 24 mai dernier, devant la Douma pour le multilatéralisme car l'unilatéralisme est un danger pour l'humanité, pour la paix dans le monde, pour les droits de l'Homme et pour la démocratie.

L'expérience du Congo mérite d'être dupliquée en Afrique



Poignée de main entre Isidore Mvouba et Vyacheslav Volodine DR

centrale

Tirant les leçons de la situation en Libye, il a indiqué qu'un pays a disparu de la carte du monde au plan des institutions, parce qu'on avait outrepassé l'autorité de l'Organisation des Nations unies. D'après lui, le désordre qui règne actuellement dans ce pays devrait servir de leçon pour que cela ne se répète plus jamais. Parlant du Congo, il a expliqué que le pays s'est doté, depuis 2015, d'une nouvelle Constitution qui est une césure avec le mimétisme-constitutionnel qui l'a longtemps caractérisé.

« Nous sommes repartis à la source, nous sommes repartis à la logique de l'arbre à palabre pour mettre en place une Constitution qui donne large part au partage

et au dialogue. Ce genre de choses sont à dupliquer au niveau de l'Afrique, notamment en Afrique centrale, peut-être même ailleurs, où il existe quelques points de tension », a-t-il plaidé.

Président en exercice du Forum des parlements de la Conférence internationale sur la Région des Grands lacs, Isidore Mvouba a déclaré que cette organisation interparlementaire lutte pour la paix et la démocratie.

« Au plan bilatéral, nous avons beaucoup à faire ensemble. La Russie était présente au Congo au niveau de l'exploitation minière, mais, depuis la situation stagne quelque peu. Il y a lieu de renforcer et dynamiser cette coopération entre les deux pays. Nous avons beaucoup d'atouts à

faire prévaloir ensemble. Comme vous, nous avons sous le sous-sol le tableau de Mendeleïev », a-t-il conclu, rappelant que la Russie pouvait aider l'Afrique qui est un point noir dans le monde où il faut développer le secteur de l'énergie.

Quant au président de la Douma d'Etat, il a rappelé que la République du Congo et la Russie entretenaient des relations particulières à la différence d'autres pays du continent où la coopération est basée sur le discours de l'indépendance. Selon Vyacheslav Volodine, l'URSS a grandement contribué à ce mouvement alors qu'elle n'était pas un pays colonisateur.

Parfait Wilfried Douniama

GENRE

Le G7 veut générer trois milliards de dollars de prêts pour les femmes entrepreneures africaines

La France accueillera le sommet du G7, dans la ville de Biarritz - sur la côte sud-ouest, du 24 au 26 août 2019. Elle a informé du plan de prêts de trois milliards de dollars pour les femmes entrepreneures en entendant les propositions de la société civile relatives à l'agenda du G7 à Paris.

Paris souhaite que les pays du G7 utilisent une combinaison de garanties, d'équité et d'assistance technique pour générer des prêts de trois milliards de dollars pour des femmes entrepreneures africaines, ce qui constituera l'un de ses principaux «résultats» lors du sommet de Biarritz, ont déclaré des responsables français.

Une rencontre a eu lieu entre des organisations de la société civile et les ministres français lors d'une série de tables rondes organisées à Paris dans le cadre des priorités du G7, incluant l'inégalité, la numérisation, le climat et les droits des femmes, avec une attention particulière pour la région du Sahel.

Le nouvel ambassadeur de France aux États-Unis chargé de l'organisation du G7 de Biarritz, Philippe Étienne, a donné un aperçu de ce à quoi s'attendre du sommet. Il a évoqué les initiatives visant à développer les réseaux numériques en Afrique, à améliorer la transparence du marché et à soutenir les femmes entrepreneurs. La

coalition mondiale a demandé 1,3 milliard de dollars au G7 pour l'éducation des filles. Des pays tels que le Rwanda, l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Sénégal ont été invités à participer à la planification du programme du G7 «au lieu de faire venir des chefs d'État africains pour lire des déclarations préparées comme les années précédentes», a indiqué un responsable français sous anonymat. Il a indiqué que le plan de soutien aux femmes entrepreneurs avait été conçu avec la Banque africaine de développement et élargirait les travaux du programme Action financière positive en faveur des femmes en Afrique.

Les pays du G-7 seront encouragés à fournir une assistance technique pour aider à éliminer les obstacles à l'accès des femmes au financement, à allouer des garanties budgétaires et à accroître les fonds propres du Fonds africain de garantie, qui vise à faciliter l'accès des PME africaines au financement. L'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada figurent parmi les pays intéressés par un financement, le montant total des donateurs restait un «chantier en cours», a-t-il souligné. Mais, l'objectif est de générer des prêts de trois milliards de dollars auprès des banques locales pour les femmes entrepreneures.

Pour Sophie Chassot, char-

gée de plaider chez CARE France, l'initiative ne réussirait que si elle s'inscrivait dans une stratégie plus large visant à lutter contre les normes sociales préjudiciables et à améliorer l'accès des femmes aux services de base, ainsi que la santé et les droits sexuels et reproductifs. «Nous appelons tous les pays du G-7 à s'engager dans cette initiative avec de nouveaux engagements financiers», a déclaré Sophie Chassot, ajoutant que celle-ci devrait être assortie d'objectifs spécifiques et de mécanismes de suivi. Les ONG ont présenté leurs propositions au chef de la diplomatie Jean-Yves Le Drian.

Noel Ndong

DISPARITION

Johnny Clegg, le résistant du régime raciste blanc, vaincu par un cancer !

Le musicien sud-africain est mort, le 16 juillet, à l'âge de 66 ans, a annoncé son manager à plusieurs chaînes de télévision nationales.

Surnommé «le zoulou blanc», l'artiste engagé avait connu un succès mondial dans les années 1980 et 1990 en adaptant le mbaqanga, un style musical traditionnel zoulou. Il n'avait jamais renoncé à défier le régime blanc de son pays. Pourtant, il a été contraint de céder suite à l'ingrédissable cancer du pancréas, diagnostiqué en 2015, qui aura été sa dernière lutte.

«Johnny est décédé paisiblement aujourd'hui, entouré de sa famille à Johannesburg», a affirmé son manager à la chaîne publique SABC, expliquant que le musicien avait succombé «après une bataille de quatre ans et demi contre le cancer».

«Il a joué un rôle majeur en Afrique du Sud en faisant découvrir aux gens différentes cultures et en les rapprochant, a ajouté le manager dans un communiqué. Il nous a montré ce que signifiait 'embrasser d'autres cultures, sans perdre son identité.»

Sa chanson Scatterlings of Africa, sortie en 1982, avec son groupe Juluka, l'avait propulsé dans les hit-parades au Royaume-Uni et



Mujahid Safodien/AFP

en France. Elle avait été réenregistrée en 1987, avec son nouveau groupe Savuka et utilisée dans la bande originale du film Rain Man. Né en 1953 au Royaume-Uni, d'un père britannique et d'une mère zimbabwéenne, chanteuse de jazz de cabaret, Johnny Clegg débarque à l'âge de 7 ans dans une Afrique du Sud où la minorité blanche règne en maître absolu sur la majorité noire.

Initié aux cultures locales par son beau-père journaliste, Johnny Clegg assure que son refus de l'apartheid n'a rien de politique. «Je n'étais pas motivé politiquement, mais culturellement. J'aime la musique et la danse», expliquait-il simplement. Les deux yeux bien ouverts dans un

pays borgne, il se glisse dès 15 ans dans les foyers de travailleurs noirs, au mépris des interdits. Là, il découvre les danses et les mélodies zouloues et s'invite secrètement pour danser avec les troupes traditionnelles.

En 1979, Johnny Clegg et son groupe «multicolore» Juluka sortent leur premier album, Universal Men. Un mélange inédit de pop occidentale mâtinée de rythmes zoulous, d'accordéon et de guitare qui, contre toute attente, trouve immédiatement son public. En 1987, il accède au statut de star mondiale avec la chanson «Scatterlings of Africa», extraite de l'album «Thirld World Child» enregistré avec le groupe Savuka, et qui le catapulte en tête

des hit-parades en Grande-Bretagne et en France.

Quand l'apartheid tombe définitivement en 1994, «c'est comme si nous étions tous nés une seconde fois», confiera-t-il. Pendant les pires heures du régime raciste, les chansons de Johnny Clegg, inlassable combattant de l'apartheid, ont été interdites en Afrique du Sud. Pour contourner la censure, il a été contraint de se produire - avec son groupe Juluka, formé avec le musicien zoulou Sipho Mchunu - dans les universités, les églises, les foyers de migrants et chez des particuliers. «Nous devons faire preuve de mille et une astuces pour contourner la myriade de lois qui empêchaient tout rapprochement interracial», racontait-il à l'AFP en 2017.

Malgré tout, l'intraitable police de l'apartheid a interdit certains de ses concerts et le chanteur a été, à plusieurs reprises, arrêté, accusé de violer les lois sur la ségrégation raciale. Le gouvernement raciste blanc ne pouvait pas non plus tolérer qu'un des siens puise son inspiration dans l'Histoire et la culture zoulou. A l'étranger pourtant, et notamment en France, Johnny Clegg a rapidement trouvé un public. «Les gens étaient très intrigués par notre musique», expliquait

le chanteur et danseur, adepte de concerts très physiques dont la chorégraphie les pieds levés haut pour mieux marteler le sol était sa marque de fabrique. Le prix Nobel de la paix, libéré après 27 ans d'emprisonnement en février 1990, avait même rejoint le musicien sur scène à Francfort (Allemagne) en 1999 : Nelson Mandela, qui s'était invité sur scène sans prévenir, avait lancé à la fin de la chanson « Ce sont la musique et la danse qui me mettent en paix avec le monde. » Son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, a salué dès l'annonce du décès, la mémoire du musicien antiapartheid, Johnny Clegg, «un compatriote exceptionnel et une icône de la cohésion sociale et de l'antiracisme».

«Johnny Clegg vivra toujours dans nos cœurs et dans nos foyers lorsque nous écouterons sa musique, mélange émouvant de célébration des cultures et de résistance politique», a déclaré Ramaphosa dans un communiqué.

«L'Afrique du Sud est un endroit meilleur grâce au courage, à la résilience et à l'irrépressible créativité» du chanteur, a poursuivi le chef de l'Etat sud-africain.

Marie Alfred Ngoma

L'Afrique du Sud rend hommage à l'artiste musicien

Le célèbre «Zoulou blanc», chanteur, compositeur et l'une des figures de proue de l'anti-apartheid est décédé, le 16 juillet, des suites d'un cancer du pancréas.

Depuis l'annonce de la triste nouvelle, les hommages s'enchaînent. Et en Afrique du Sud, l'émotion est grande. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a salué la mémoire d'un « compatriote exceptionnel et une icône de la cohésion sociale et de l'antiracisme ». Le ministre de la Culture déplore la mort « d'un géant immense ».

De son côté, la Fondation Nelson Mandela a, elle aussi, rendu hommage à celui qui a lutté toute sa vie contre l'apartheid. C'est un message émouvant qu'a mis en ligne cette association créée par l'ancien président sud-africain, ayant tissé un lien particulier avec le chanteur.

«La Fondation Nelson Mandela déplore le décès d'une icône musicale et d'un combattant de la liberté, Johnny Clegg. Nous sommes bénis de l'avoir vu. Nous conti-

nuerons à chanter Asimbonanga. Nous continuerons à travailler pour le pays de ses rêves », peut-on lire dans le communiqué de l'association, qui ajoute en langue zoulou : « Hamba kahle qhawe lamaqhawe », « un grand héros et des héros. Nous sommes bénis d'avoir pu le connaître, nous continuerons à chanter Asimbonanga et nous continuerons à œuvrer pour le pays de ses rêves ». Johnny Clegg avait fait de ses morceaux des hymnes anti-apartheid et toujours prôné la libération de Nelson Mandela lorsqu'il était en prison. Pour le « zoulou blanc », Madiba a toujours été « un symbole très important ». En effet, Johnny Clegg avait fait de la lutte contre l'apartheid le combat de sa vie. Symbole d'un combat acharné pour l'égalité, le « zoulou blanc » restera une icône en Afrique du Sud, mais aussi dans le monde entier.

« Il a joué un rôle majeur en Afrique du Sud en faisant découvrir aux gens différentes cultures et en

les rapprochant. Il a montré ce que cela signifiait d'embrasser d'autres cultures sans perdre son identité », a déclaré son manager Roddy Quin, dans un communiqué.

En outre, c'est par ses chansons que Johnny Clegg délivrait son message de paix. Des morceaux qui ont, d'ailleurs, parfois été interdits dans les pires heures de l'apartheid en Afrique du Sud, durant lesquelles l'artiste a plusieurs fois été arrêté par la police ou a vu ses concerts être annulés. Si Johnny Clegg laisse un grand vide derrière lui, la relève semble déjà être assurée par son propre fils, Jesse Clegg. Alors que son père est atteint par la maladie dès 2015, Jesse trouve cependant l'inspiration pour sortir un troisième album en 2016, sobriement intitulé Things Unseen ; et il s'apprête à entrer en studio dans les prochaines semaines pour peaufiner son quatrième album, dont le premier single, Let it burn, est disponible depuis début juillet sur toutes les plateformes.

Yvette Reine Nzaba

LIBYE

L'ONU exige la fermeture des centres de détention des migrants

L'Organisation onusienne estime que les centres ne répondent pas aux critères requis pour accueillir des déplacés.

L'appel lancé par l'institution survient deux semaines après que plus de cinquante personnes ont été tuées dans une frappe aérienne dirigée contre un lieu d'incarcération à Tripoli, en Libye. Les victimes étaient pour la plupart des Africains qui tentaient d'atteindre l'Europe. Le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), l'agence des Nations unies chargée des réfugiés, a qualifié d'«affreux» les centres destinés à l'accueil des migrants en Libye.

L'ONU renouvelle l'embargo sur les armes en Libye. Des milliers de migrants sont détenus dans des conditions désastreuses, dans des centres gérés par le gouvernement libyen. La récente frappe aérienne sur l'un des centres, lors des combats à Tripoli, montre à quel point ces installations peuvent être dangereuses pour les personnes qu'elles accueillent.

Le HCR appelle à les démanteler immédiatement et à aider les migrants qui s'y trouvent à retourner chez eux. Il dit être prêt à donner un coup de main de ce sens.

L'ONU a, en outre, critiqué les politiques européennes en faveur du retour en Libye des migrants secourus en mer, affirmant que ce pays d'Afrique du nord n'est pas sûr pour eux.

Quelque cent vingt migrants se trouvaient à l'intérieur d'un hangar du centre de détention de Tajoura, qui a été visé par une frappe aérienne. Des femmes et des enfants font partie de la cinquantaine de personnes tuées.

Noël Ndong

DIASPORA

«Toujours Love» de Martial Prince disponible sur le marché

L'artiste congolais, installé en France, vient de sortir un troisième album. Composé de quinze titres, l'amour en est le fil rouge.

«C'est l'album de la maturité», ne cesse de répéter l'auteur. Non, pas qu'il remette en cause ses deux précédents albums, Attaque et Défense, puis Kongophonie, non ! Il veut tout simplement dire que le fait de parler de l'amour dans la majorité de ses titres constitue un début d'aboutissement. Et puis, chez Martial Prince, l'Amour se décline en majuscules.

Que l'on soit à la recherche de l'amour éternel, fort, fusionnel ou passionnel, que l'on désire porter au pinacle l'amour de sa mère ou de son père, ou que l'on soit déçu après une trahison, Martial Prince nous offre des mélodies réconfortantes.

Chacun, en tout cas, y trouvera son compte. Des textes travaillés et retravaillés, si bien qu'ils vous catapultent à la crête de l'Amour. Le vrai amour. L'amour, n'est-ce pas notre destinée à nous tous ? Personne n'y échappe. Comme un fil rouge invisible, nos âmes sont liées. Et que, tôt ou tard, elles sont destinées à se rencontrer, et ce, en dépit de la distance qui pourrait les séparer, ou de leurs différences. Non, le fil rouge ne se coupe jamais.



Martial Prince

L'amour, cette générosité du cœur, se retrouve non seulement dans le titre-phare de l'album, Toujours Love, mais aussi dans Thème d'amour, Mama Nono (hommage à sa mère), As de cœur, Câlin goût, Luzolo, Chouchou Lina, etc.

Des chansons magnifiées par les arrangements de Brice Malonga et Press Mayindou, entre autres. Les chœurs ont été assurés par Abonat Bouboul, AC Milan Nzelo, et Bijoux Synda.

Toujours Love regorge de belles sonorités. Mais aussi de... nuances qui nous rappellent Franco Luambo Makiadi (Nakima mbula ekima ngando Akimi na mokili Akota na ebale. Zoyoka elengi (elengi) ya kofanda te Mario, oyoka elengi (elsngi) te ya kolia likolo na mesa (mesa) kaka soki zuwa ekangi yo na poitrine olingaka kaka obeta (zibete) ngai na koboma biloko (bilz&z)).

N'éprouves-tu pas du plaisir à t'asseoir et à manger à table au lieu de me taper et de casser tout lorsque tu te gonfles de jalousie ?), de Tabu Ley, de Pamela Mounka, de Koffi Olomidé.

A Brazzaville où il naquit, Martial Prince s'ouvre très tôt à la passion de la musique grâce aux anciens du groupe Le Peuple ou du trio Cépakos - dont son père, Maître Mbaye, le célèbre tailleur de la rue Biza à Makélékélé, a été longtemps le président du fan-club -, composé de Célio Kouka, Pamela Moun'ka et Kosmos Mountouari.

Dès lors, la carrière de musicien lui fait des yeux doux, il veut être comme Kosmos ou Pamela.

« Nous sommes au milieu des années 1980, c'est l'époque des audaces inabouties, des premiers frémissements... pour accompagner l'insouciance des vacances scolaires, et, se frayer un chemin dans la lignée des artistes prometteurs, comme Washako Mandolina ou encore Safa Zam, qui ont inspiré mes premiers pas dans la musique. En France, où je m'installe en 1987, pour poursuivre des études universitaires, je n'abandonne pas ma passion musicale. Et pour cause : en 1994, avec d'autres étudiants, nous créons une formation éphémère dénommée Afro Musica, avec laquelle nous nous produisons en spectacle à CL Marseille, et ailleurs. », raconte-t-il. Et de conclure que sa « passion » est devenue « vocation », par amour.

M.A.N.

MUSIQUE

Joyce N'Sana au Festival des Nuits d'Afrique

Agenda estival chargé de l'artiste congolaise installée au Canada. Coup de projecteur sur les principales dates de ses représentations sur les grandes scènes du Quartier des Spectacles de Montréal.



Joyce N'Sana Crédit photo : Sébastien Richer / Holy Hills Productions

Portée par Les « Productions Holy hills », label indépendant spécialisé dans le Reggae, l'Afro et le Hip-Hop, dont le but est de répandre un message positif et constructif, Joyce N'Sana continue, depuis des années, à s'affirmer comme l'une des stars, à la voix féminine montante, du reggae et de l'Afrobluehop.

Cet été, la Congolaise, accompagnée de ses musiciens, prestera durant une heure au Festival Nuits d'Afrique le jeudi 18 juillet à 17 h sur la grande scène TD/Radio Canada au 1345 rue Alexandre à Montréal. Pour cette édition, des artistes

tels que : Salif Keita, Jah9, Maréma, Steel Pulse, Eli-da Almeida, Maya Kamaty, pour ne citer que ceux qui ont déjà confirmé.

Plus tard, le 29 juillet à 18 h, cette fois-ci sur la scène du Casino, toujours à Mon-

treal, Joyce N'Sana sera l'invitée de l'artiste franco-sénégalais, Karim Dabo, dans le cadre du Festival international de Jazz de Montréal. Ce sera l'occasion de voir des artistes comme que Bob, Daby Touré ou Gotta Lago.

Pour ses deux prestations, l'auteure-compositrice et interprète livrera à nouveau des spectacles avec de nombreuses surprises. A chacune d'elles, son message demeure clair et déterminé. C'est sa meilleure façon de « propager un art de paix », estime-t-elle.

M.A.N.

ILOGS

Pointe-Noire, le 12 Juillet 2019

Objet : Prorogation de la date limite de réponse.

La Direction de la société ILOGS SA informe le public que la date limite de réponse à l'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°0377/07-2019/ILOGS/DG/DAG/jlm/sap du 27 juin 2019 est désormais fixée au **23/07/2019** au lieu du 16 juillet 2019.

NB : Les réponses devront être transmises par courrier à déposer à l'adresse du siège social et par mail à l'adresse : ami.vendorlist@csp-ilog.com

La Direction ILOGS

ILOGS
INTEGRATED LOGISTIC SERVICES
Avenue de Bordeaux (Encelinde du Port)
B.P. 788 - POINTE-NOIRE
RCCM : ILOGS S.A. NR/10 B 1412
NIJ : M 200651000198188
REPUBLIQUE DU CONGO

INTEGRATED LOGISTIC SERVICES

BP : 788 - POINTE-NOIRE - REPUBLIQUE DU CONGO Tél. : + (242) 06. 664. 86. 35 / 05. 559. 86. 35 Site : www.csp-ilog.com

PRÉSENTATION ET DÉDICACE

Etudes africaines Série Géopolitique

Simplice Euloge LEBI

Géopolitique du Congo-Brazzaville

Enjeux de défense et de sécurité nationale

Préface de Jean-Charles Jauffret

L'Harmattan

Date: samedi 20 juillet 2019 à 10 heures
Lieu: Librairie Les manguiers, Les Dépêches de Brazzaville

CONSTRUCTION DES SAUTS-DE-MOUTON À KINSHASA

Les travaux ont déjà progressé de 40%

Félix Tshisekedi a entamé, le 17 juillet, une tournée à travers la ville de Kinshasa dans le but d'évaluer le niveau d'avancement des chantiers lancés dans le cadre de son programme d'urgence.

Cela fait près de six mois depuis que le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, avait lancé son programme d'urgence de cent jours marqué par le lancement de plusieurs projets d'infrastructures notamment à Kinshasa. Au nombre de ceux-ci, l'érection dans plusieurs carrefours de la capitale des sauts-de-mouton pour résoudre tant soit peu l'épineuse question d'embouteillages dans la ville. Un peu partout, notamment dans les grandes artères, la présence des tôles bleues ondulées couvrant des longues distances sur certains tronçons sont bien visibles. Il s'agit des chantiers clôturés à l'intérieur desquels des ingénieurs et autres spécialistes s'activent pour donner un sens à ces projets d'investissements. Entre-temps, beaucoup de choses ont été dites sur ces travaux dont le déroulement n'est pas sans conséquence sur le trafic.

C'est aux fins d'en savoir un peu plus sur l'évolution de ces différents chantiers que le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, s'est décidé de se rendre, le 17 juillet, sur les lieux pour palper du doigt les réalités du terrain. Une visite d'inspection qui valait la chandelle car elle a permis au président de la République de recevoir des



ingénieurs commis aux travaux des explications techniques nécessaires relatives à la conduite de ces projets d'infrastructures. C'est au carrefour des avenues du Tourisme et de l'Ecole (rond-point pompage à Kinshasa) que Félix Tshisekedi a débuté sa tournée. D'une longueur totale de 204 m, le saut-de-mouton de Pompage est composé de trois parties dont 45 m pour le pont principal, 102 m et 57 m respectivement pour l'accès à gauche et à droite. Sa durée de vie de conception structurelle est de cinquante ans et son inauguration est prévue pour le 30 septembre prochain, à en croire les ingénieurs sur place.

A ce jour, tous les travaux sont maintenant sur la surface pour la construction des culés du pont et des piles du pont, a-t-on appris.

Le satisfécit du président
Même constat au rond-point Socimat (Gombe) où les travaux avancent à un rythme normal. Ici, le directeur général de l'Office de voirie et drainage (OVD), Benjamin Wenga Basubi, s'est voulu rassurant : l'ouvrage sera livré en décembre. « Avec Safricas, on procède aux travaux de forage pour l'analyse du sol. Ensuite, on va procéder à l'exécution des pieux qui vont être enfoncés jusqu'à 30 m de profondeurs pour

supporter le pont », a-t-il dit. Cependant, il a fait remarquer qu'il s'agit des travaux complexes au regard de la proximité du chantier avec la rivière Gombe qui charrie une nappe phréatique. « La rivière Gombe passe en dessous de l'ouvrage et le fleuve Congo passe juste à côté. Les estimations vont jusqu'à Noël », a-t-il ajouté. Au chantier de rond-point Mandela (Gombe), les perspectives sont également bonnes, à en croire le responsable de l'OVD. Ici, quatre pieux de 28 m chacun sont déjà posés, la semelle est en cours de ferrailage pour le coulage de béton. D'autres chantiers des sauts-de-mouton érigés au

niveau du boulevard de Libération (ex-24 Novembre), de Debonhomme (Matete), Marché de la Liberté et de l'arrêt Pascal (Masina) ont également figuré dans l'agenda du chef de l'Etat. Pour l'heure, il est question d'imaginer des voies de déviation pour permettre aux automobilistes de contourner les embouteillages que provoquent ces différents chantiers. « Je peux partir soulagé par rapport au déroulement des travaux et aussi par rapport aux solutions envisagées pour embêter moins les automobilistes », a réagi Félix Tshisekedi à la fin de sa tournée.

D'une manière générale, il y a bien de raisons de croire à l'aboutissement des travaux dans un avenir proche d'autant plus qu'à ce stade, l'on est approximativement à 40% d'avancement des travaux, à en croire le DG Benjamin Wenga Basubi. Les régies chargées de la construction de ces infrastructures sont tenues à l'œil, car elles doivent achever leurs travaux dans le timing. Les entreprises, qui ne vont pas terminer les travaux conformément à la durée fixée, seraient obligées de rembourser l'argent perçu, avait prévenu le porte-parole du chef de l'Etat, Kasongo Mwema. Entre-temps, l'absence du gouvernement, le manque de moyens ainsi que l'opacité dans la gestion de certains de ces projets ne sont pas de nature à faciliter les choses.

Alain Diasso

FÉCOFA/KMSI

Constant Omari traîné en justice par Seth Kikuni

Le directeur général de KMSI et candidat à la présidentielle de décembre 2018 en RDC accuse le président de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) d'avoir porté atteinte à son honneur et à sa réputation dans ses déclarations tenues en Egypte, où l'équipe nationale congolaise de football prenait part aux compétitions de la Coupe d'Afrique des nations (CAN).

Accompagné de son avocat, Me Théodore Ngoy, Seth Kikuni a déposé plainte, le 17 juillet, au Parquet près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe, contre Constant Omari qu'il accuse d'imputations dommageables. Le directeur général de la société KMSI qui a, ensuite, confirmé sa plainte sur procès-verbal attend l'instruction de l'affaire afin que cette dernière soit fixée devant une juridiction compétente.

Devant la presse, Me Théodore Ngoy, l'avocat-conseil de Seth Kikuni, a allégué que le président de la Fédération congolaise de football association

(Fécofa) avait publiquement qualifié son client de « con et de voyou », alors qu'il avait, d'autre part, reconnu que ce dernier avait livré aux joueurs des Léopards des articles (costumes, chemises, cravates, chaussures, etc.) comme il a été convenu dans le contrat signé avec sa société KMSI. De l'avis de cet avocat, le fait que ces déclarations soient faites à l'étranger, d'une manière « officielle », porte un coup non seulement à la réputation de Seth Kikuni mais aussi à l'honneur du pays. « M. Constant Omari n'avait pas seulement porté atteinte à l'honneur et la considération de Seth Kikuni. Il a dés-

honoré même la République parce qu'il parlait à partir de l'Egypte, avec, à sa gauche le ministre des Sports, qui n'a rien dit, et à sa droite, l'ambassadrice de la RDC en Egypte », a-t-il fait remarquer.

Me Théodore Ngoy a expliqué dans sa déclaration que le président de la Fécofa s'est mis à imputer des faits précis à un ancien candidat président de la République et directeur général de son entreprise, avec qui il a signé un protocole d'accord aux termes duquel KMSI devrait habiller des joueurs des Léopards alors que la Fécofa devrait, à son tour, faire porter cette marque aux joueurs pendant la Coupe d'Afrique des nations (CAN). « M. Omari, qui parlait comme président de la Fécofa, sans se maîtriser parce qu'il était peut-être en colère contre quelque chose, a préféré non seulement l'injure mais aussi l'humiliation et rabaisser les

autres », a expliqué Me Théodore Ngoy.

Un cas d'école

Me Théodore Ngoy, qui tient à ce que justice soit rendue à son client, a fait référence à un cas de jurisprudence. Il a, en effet, appelé le parquet à se souvenir du cas d'un autre Congolais qui avait porté des coups sur une Congolaise au Kenya et qui avait été condamné pour ces actes. « Celui-ci avait été mis en détention », a-t-il fait savoir, notant que l'auteur des coups avait non seulement victimisé la personne mais il avait également porté atteinte à la réputation du pays, la RDC. « Il faut donc que le parquet mène une instruction rapide et fixe l'affaire devant la Cour d'appel compétente », a-t-il souhaité. Me Théodore Ngoy promet, de son côté, de travailler pour que cette instruction aille vite et cette af-

faire soit également vite fixée. Cet avocat a, par ailleurs, rassuré que cette dernière affaire était distincte de celle dans laquelle la société KMSI reproche à la Fécofa le non-respect du contrat de sponsoring signé entre eux. Me Théodore Ngoy affirme avoir écrit à la Fécofa pour un arrangement à l'amiable, dans le cadre de la première affaire, et attend encore la réponse de cette structure. KMSI et la Fécofa, rappelle-t-on, ont signé, le 22 mai 2019, un contrat de sponsoring dans le cadre des compétitions de la CAN/Egypte 2019, aux termes duquel les joueurs et les staffs des Léopards, un total de soixante-cinq personnes, devraient être habillés par la marque Özel Trendz de KMSI pour un montant global de 77 mille dollars américains.

Lucien Dianzenza

INFORMATIQUE

Josuel Musambaghani, spécialiste de la cybersécurité chez Microsoft

Le jeune congolais sera l'un des intervenants lors du « Congolese Diaspora Impact Summit, unleashing the diaspora's potential » (Sommet de l'impact de la diaspora congolaise, libérer le potentiel de la diaspora) qui se tiendra à New York le 21 septembre prochain.



Josuel Musambaghani

La mission du sommet de l'impact de la diaspora congolaise est d'identifier les mesures pratiques que la diaspora congolaise peut prendre pour maximiser son capital humain et financier, et avoir un impact en République démocratique du Congo (RDC). Le sommet réunira des professionnels d'origine congolaise ainsi que des personnes intéressées par la RDC, pour créer des réseaux et apprendre des leaders qui ont un impact dans le pays dans leurs domaines respectifs.

Originaire de Goma (RDC), Josuel Musambaghani est actuellement ingénieur logiciel dans le département de la cybersécurité chez Microsoft, où il élabore des solutions pour protéger les actifs de l'entreprise et les données des clients. Avec son équipe, il veille à ce que toutes les informations et tous les services soient protégés, sécurisés et accessibles. A cet effet, l'architecture technique utilisée pour cette sécurité intègre le cloud computing, la prévention des pertes de données, la reprise après sinistre et les technologies émergentes. Josuel Musambaghani crée des solutions pour la fuite de données, la portabilité et la consommation.

Josuel Musambaghani est détenteur d'un double diplôme en mathématiques et en science informatique, obtenus en 2018 au Morehouse College d'Atlanta, en Géorgie. Il a choisi Morehouse en partie parce que les recruteurs de cette université se sont rendus

à Goma pour rencontrer des étudiants potentiels et aussi parce que c'est l'école choisie par Martin Luther King Jr. Morehouse est également un collège historiquement noir.

Stages dans la Silicon Valley

Arrivé aux USA en 2014 et bien qu'il parle couramment cinq langues, le français et les quatre langues nationales de la RDC, Josuel Musambaghani a appris à parler anglais en six mois. À l'approche de son premier été en tant qu'étudiant, il a commencé à postuler pour des stages dans la Silicon Valley qui le rapprocherait du secteur de la technologie. Il a ainsi reçu une réponse positive de Code2040, une organisation technologique à but non lucratif financée par Google et l'un des rares programmes acceptant les candidats de première année.

Code2040 est un programme d'été et un accélérateur intensif de carrières qui consiste en une série de conférences avec des fondateurs, des PDG, des investisseurs en capital risque et des ingénieurs de premier plan pour renforcer les compétences en matière d'entrepreneuriat, de leadership et de technologie. Au sein de ce programme, Josuel Musambaghani a notamment participé à des ateliers sur l'entrepreneuriat et des sujets technologiques (Mobile, Web, Design, Programmation).

Son premier stage a eu lieu en été 2015 à Jawbone, une société américaine de technologie

grand public et de produits vestimentaires, basée à San Francisco, en Californie. Il était l'une des rares personnes de couleur de la compagnie, le seul à son étage et le seul étudiant de première année.

Il a ensuite effectué un stage au

Medical Institute, où il a créé des algorithmes de données pour identifier et classer les composants d'un système biologique, telles que les séquences d'ADN et de protéines, en utilisant C++ (un langage de programmation

tés de prospérer dans la vie professionnelle, d'accélérer leur impact et de dialoguer avec une communauté dynamique. Membre le plus jeune du conseil, il apporte une perspective nouvelle et nuancée pour examiner et évaluer

Le comité organisateur du sommet

Lukogho Kasomo, co-fondatrice

Elle travaille dans le développement des affaires pour une entreprise de défense « Fortune 500 ». Avant de rejoindre son organisation actuelle, elle a travaillé pour le conglomérat germano-américain Groupe Nduom dans le cadre du programme Africa Business Fellowship. Elle possède une vaste expérience des affaires publiques, de la formulation de politiques, de la gestion de projets et de la communication stratégique en tant qu'ancienne employée du Congrès américain. Elle est la cofondatrice de Kumi Edu, un site de e-commerce spécialisé dans les couvertures pour bébés avec une touche africaine. Ces couvertures sont fabriquées à partir de tissus de haute qualité et inspirées par des artisans de toute l'Afrique.

Jim N. Ngokwey : co-fondateur

Il est un professionnel du marketing, partenaire d'une start-up à impact social, Mighty Peace Coffee, et consultant pour la Chambre de commerce de l'Afrique subsaharienne. Passionné par les affaires et le développement, il utilise son expertise et ses ressources pour responsabiliser les entrepreneurs congolais et favoriser la création d'emplois et la création de richesse en République démocratique du Congo.

Laura Kupe : Content Lead

Elle possède une expertise en matière de politique intérieure et étrangère dans les groupes de réflexion et le gouvernement fédéral, y compris la Chambre des représentants des États-Unis, le département de la Sécurité intérieure et la Maison-Blanche. Elle est actuellement conseillère à la Chambre des représentants.

Elle a été analyste des politiques à la RAND Corporation et cheffe de groupe d'experts transatlantiques pour le projet de sécurité nationale Truman et ambassadrice auprès des femmes de couleur pour la promotion de la paix, de la sécurité et de la transformation des conflits. Laura Kupe a précédemment occupé le poste d'assistante spéciale au Département de la sécurité intérieure (DHS) du bureau de l'engagement international au sein du bureau de la politique, nommée à la présidence de l'administration Obama. Dans ses fonctions, elle a exercé les fonctions d'expert en la matière auprès des États membres de l'Union européenne et de Five Eyes, notamment en matière d'immigration / migration, de sécurité des frontières et de lutte contre le terrorisme. Elle a également été nommée au bureau du personnel présidentiel à la Maison-Blanche et a été directrice nationale sous l'administration Obama. Avant de se joindre à l'administration Obama, Laura Kupe a travaillé à la Chambre des représentants avec la députée Karen Bass, membre éminente de la sous-commission Afrique de la commission des affaires étrangères de la Chambre. Elle est détentrice d'un B.A. de l'université du Michigan et d'un doctorat en droit de la faculté de droit de l'université du Michigan.

sein de l'équipe d'ingénierie des applications Slack à San Francisco, en Californie, pendant une période globale de six mois, où il a développé des outils-clés tels que «All Unreads», «Hide Join / Leave» Pref, etc. «All Unreads» est une fonctionnalité permettant aux utilisateurs de rattraper les messages manqués, améliorant ainsi considérablement leur expérience et réduisant les messages manqués de plus de 40%.

Engagé dans les initiatives de Microsoft pour l'Afrique

Le jeune congolais a aussi été chercheur en bio-informatique au Howard Hughes

compilé permettant la programmation sous de multiples paradigmes) et Python (un langage de programmation interprété, multi-paradigme et multiplateformes).

Chez Microsoft, l'équipe de Josuel Musambaghani a remporté le prix CSO50 2019, une distinction récompensant les organisations pour leur sécurité et leur valeur commerciale exceptionnelle.

En outre, Josuel Musambaghani siège au conseil consultatif de Microsoft Aspire Experience, un programme de développement de 2 ans, conçu pour permettre à plus de 4 000 universitaires recru-

le programme. Il est également impliqué dans le réseau d'employés africains de Microsoft, contribuant à amplifier les initiatives de Microsoft relatives au continent africain. En dehors de Microsoft, Josuel Josuel Musambaghani est cofondateur et président de Kwafrika Travel Ltd, un tour opérateur, dont le siège est basé à Goma, dans la province du Nord-Kivu en RDC. En juin 2019, Kwafrika a permis à dix touristes venus du monde entier de visiter des sites en RDC, notamment le volcan Nyiragongo, les gorilles des montagnes, la ville de Goma et des villes des pays voisins.

Patrick Ndungidi

COMMUNE DE KISENSO

Le Conafed évalue le projet « Villes sûres et sécurisées »

L'évaluation dudit projet s'est faite récemment dans le cadre de la revue annuelle 2019 organisée par le Comité national femme et développement (Conafed).

Selon un communiqué de l'ONG citée par l'Agence congolaise de presse, le projet «Villes sûres et sécurisées»est exécuté dans la commune de Kisenso à travers un processus participatif impliquant pleinement les partenaires

et les principales parties prenantes. Au cours de cette revue, les parties prenantes ont examiné la pertinence, les réalisations du projet, les défis rencontrés, le rendement des subventions et la conformité après une année

de mise en œuvre de ce projet qui vise l'amélioration de la sécurité, de la mobilité et des services publics pour les femmes et les filles vivant dans la commune de Kisenso. Le Conafed, ses partenaires dont l'ONG Action aid DRC et les bénéficiaires du projet ont également analysé les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces afin de

dégager des recommandations pour la pérennisation du projet qui arrivera à terme le 31 mars 2020. La source rappelle que l'objectif poursuivi par ce projet est la consolidation, la réflexion sur les progrès et des apprentissages ainsi que des informations susceptibles de conduire le projet à sa fin.

Blandine Lusimana

COOPÉRATION

Tshisekedi attendu au pays du soleil levant

Il s'agit de la première invitation adressée à un président de la République en RDC pour sa participation à la Conférence internationale économique de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad), indique un communiqué de la présidence. Près de 11 000 participants sont attendus du 28 au 30 août 2019 à Yokohama, au Japon.

En matière de coopération au développement, le Japon n'en est pas à ses débuts en RDC. D'ailleurs, des préparatifs sont en cours pour la célébration du soixantième anniversaire de la coopération RDC-Japon qui devrait intervenir en 2020. Pour autant, l'un des symboles forts de la coopération entre les deux pays est sans aucun doute l'érection du pont Maréchal reliant la ville de Boma au reste du Kongo Central. Un gigantesque ouvrage métallique de plus de 30 ans toujours opérationnel et qui continue à drainer régulièrement une immense foule de touristes. A cela, il faut ajouter également la route des Poids-lourds et le bâtiment de l'Institut national de préparation professionnel.

RDC-Jica : vers la consolidation

Du 14 au 17 juillet, le président de l'Agence de la coopération internationale japonaise (Jica), Shinichi Kitaoka, a effectué une



Shinichi Kitaoka, Pdt de JICA, reçu par Félix Tshisekedi

visite de travail à Kinshasa dans le cadre de la consolidation de la coopération entre le Japon et la RDC. Il s'agit également de sa première visite depuis l'alternance pacifique du pouvoir entre deux chefs d'Etat. Shinishi Kitaoka et Antoine-Félix Tshisekedi Tshilombo ont évoqué les priorités du gouvernement RD-congolais en vue de jeter les bases d'une coopération future. Les discussions ont porté aussi sur l'orientation des assises de la 7^e Conférence internationale de Tokyo sur le

développement en Afrique (Ticad 7). Selon le communiqué officiel, Antoine Felix Tshisekedi a transmis sa vision au responsable de cette agence qui coordonne l'aide publique au Japon. L'on y apprend, par exemple, que la vision présidentielle place les provinces RD-congolaises en priorités des actions à entreprendre dans les jours à venir.

Lors de la Ticad 7, la RDC sera à l'honneur pour un autre événement : la remise du Prix de Hideyo Noguchi pour l'Afrique

à deux médecins africains, un Ougandais et un RD-Congolais. Ce prix a été mis en place pour honorer la mémoire de l'éminent bactériologiste japonais qui a découvert l'agent pathogène de la maladie de la syphilis en 1911 et qui a mené des activités en Afrique. Il permet ainsi de récompenser les personnes ayant accompli des réalisations remarquables dans les domaines de la recherche médicale ou des services médicaux. Le nom du RD-Congolais Jean-Jacques

Muyembe, chercheur RD-congolais sur le virus Ebola, est cité comme bénéficiaire de ce prix. A l'instar de l'amélioration du climat des affaires en Afrique, du renforcement du secteur privé et de l'appui aux start-up, la santé universelle fera également partie des thématiques principales de la Ticad 7.

Une coopération dans divers secteurs stratégiques

Le patron de la Jica a profité de sa visite pour effectuer une évaluation sur le terrain de l'ensemble des programmes de coopération entre son agence et la RDC. Il existe effectivement des multiples programmes de la Jica tant à Kinshasa qu'à Matadi. Il y a aussi les échanges réguliers avec les entités techniques stratégiques du pays, dont l'INRB dans le domaine de la recherche en santé, l'INPP dans le domaine de la préparation professionnelle et l'OEBK dans le domaine des infrastructures. Toujours dans le cadre de cette coopération, la Jica échange régulièrement avec le gouverneur du Kongo Central. Pour rappel, Shinishi Kitaoka gère plus de quatre-vingt-dix bureaux de représentation de la Jica à travers le monde. Ainsi, ce fonds japonais reste un partenaire de premier rang pour les pays en développement comme la RDC.

Laurent Essolomwa

LIVRES

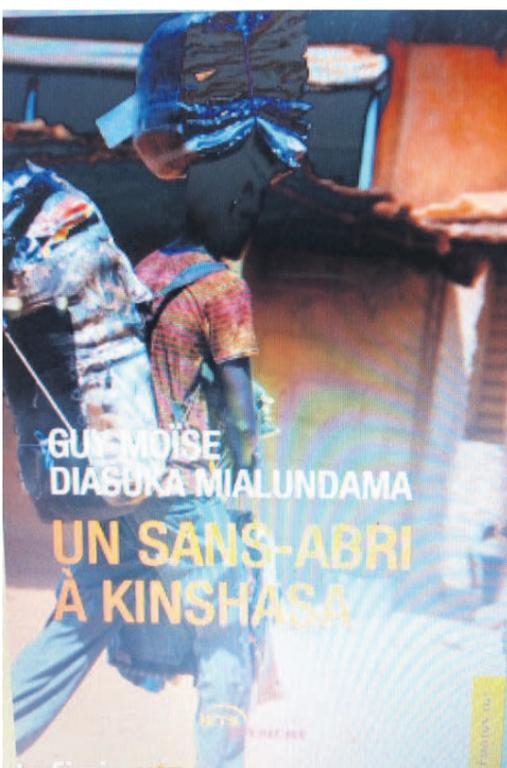
Guy Moïse Diasuka Mialundama publie « Un sans-abri à Kinshasa »

Paru aux éditions Jet d'encre, l'ouvrage est un témoignage captivant qui dresse le portrait subtil et fidèle d'une société dont les écarts entre riches et pauvres peuvent être cruellement importants.

Du jeune écrivain congolais (Kinshasa), Guy Moïse Diasuka Mialundama, cet ouvrage, entre documentation solide et observations personnelles, est un témoignage captivant sur les sans-abri à Kinshasa. « Un sans-abri à Kinshasa » est donc une sorte d'autobiographie dans laquelle l'auteur partage son expérience de la vie avec ses lecteurs. C'est un ouvrage dans lequel l'auteur appelle ses lecteurs à « ne pas se laisser abattre dès le premier coup ». « Malgré la perte de ses parents à 19 ans – épreuve qui achève de forger son caractère – il se donne les moyens de réussir dans ce domaine

où il se montre brillant. Il se fait rapidement un nom dans le milieu mais, à la suite d'un cruel revers de médaille, se retrouve, du jour au lendemain, à la rue... », explique un communiqué des Editions Jets d'encre, parlant de Guy Moïse Diasuka Mialundama et de son ouvrage. Dans cet ouvrage, l'auteur parle de son ascension fulgurante jusqu'à sa vie de sans-abri.

Mais il y évoque également sa détermination de ne pas se laisser aller au désespoir, en acceptant les



choses telles qu'elles arrivaient. Dans « Un sans-abri à Kinshasa », l'écrivain décrit un combat intérieur et contre

ce que l'on appelle en philosophie le « sur-moi », composé de toutes ces valeurs (positives ou négatives) imposées à quelqu'un par la société. « Un ingénieur tombé si bas, à la suite d'une trahison, se retrouvant à faire de la saisie, de l'impression et des photocopies sur la place publique. Était-ce de la malchance, un mauvais sort, une malédiction, un lien héréditaire ou juste mon combat ? Je ne voulais pas m'habituer au goût de l'argent que je gagnais dans ce milieu, cela ne correspondait pas à mon titre académique. Je n'avais pas dépensé tout mon argent difficilement acquis pour étudier afin de finir sur la rue. Jamais ! Je ne voulais pas non plus que cela me dérouté de ma vision », peut-on lire dans cet ouvrage.

« Un sans-abri à Kinshasa » peut également donc être considéré comme un appel

au combat contre les aléas de la vie, contre toutes les pesanteurs qui peuvent bloquer tous les rêves formulés par une personne pour sa vie. « Plus le succès est important, plus la chute est dure et la déchéance profonde, Guy Moïse le sait mieux que d'autres », dit l'auteur.

Né à Kinshasa le 4 mai 1973, Guy Moïse Diasuka Mialundama, marié à Rebecca Apazoma, se passionne très tôt pour l'ingénierie et la recherche technique. Ressorissant de l'Institut supérieur des techniques appliquées, il travaille comme ingénieur technicien électronicien, option radio-transmission et génie créateur du robot roulage intelligent. Il est breveté et certifié inventeur par le ministère de la Recherche scientifique de la RDC.

Lucien Dianzenza

ATHLÉTISME

Bientôt la 13^e édition des «15 km de Pointe-Noire»

La mairie de la ville océane organise, depuis 2005 en marge des festivités de l'indépendance nationale, une course pédestre dénommée «Les 15 km de Pointe-Noire». Cette année, l'événement aura lieu le 11 août.

L'année dernière a eu lieu la 12^e édition des «15 km de Pointe-Noire». C'était l'occasion pour les cinq cents jeunes athlètes présents à cette édition de se frotter aux autres et d'être dans l'ambiance du meeting. La mairie de Pointe-Noire a décidé de renouveler l'exploit en organisant une nouvelle édition. Les inscriptions ont déjà commencé à la mairie centrale, dans les sièges d'arrondissement et à la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi. Élargie à tout public, athlètes confirmés ou non, cette activité qui date plus d'une décennie a évolué tant sur le plan organisationnel qu'en nombre de participants.

La manifestation rassemble non seulement les coureurs mais aussi les passionnés qui viennent admirer et encourager les participants. Efforts, sourires, encouragements des amis, des parents et podiums rythment ce moment chaleureux qui fait sa popularité. L'activité attire de nombreux coureurs qui viennent pour une confrontation avec les meilleurs. Cette compétition de fin d'année est marquée par une ambiance particulière, un vrai mélange d'exigence physique et de spectacle. Elle est une occasion de courir en famille ou entre amis simplement pour le plaisir. Pour son organisation, le conseil départemental et municipal a mis en place une équipe d'agents qui s'investit et veille au bon déroulement de la journée. Notons que «Les 15 km de Pointe-Noire» ont pour objectif de promouvoir la pratique de l'athlétisme et de la course à pied.

Hugues Prosper Mabonzo

JEUX DE LETTRES

Les scrabbleurs congolais se donnent rendez vous à Dolisie

La 3^e édition du championnat national de scrabble réunira du 9 au 11 août la crème des joueurs congolais dans la ville de l'or vert.

Le classique, le bliz et l'élite sont les différentes épreuves prévues à cet effet. Les compétitions qui vont se dérouler en diurne et en nocturne vont opposer les meilleurs scrabbleurs du pays issus des différentes ligues.

Le scrabble est un jeu de société et de lettres dont l'objectif est de cumuler des points sur la base de tirages aléatoires de lettres, en créant des mots sur une grille carrée dont certaines cases sont primées. Le scrabble se joue en famille ou entre amis. Il permet d'améliorer son niveau en conjugaison, en orthographe, en grammaire, en mathématiques. En France, il est même inclus dans l'enseignement primaire. C'est une distraction saine qui développe certaines qualités. Il se pratique aussi en clubs et en compétitions.

Récemment, le Congo a abrité la 4^e édition des championnats d'Afrique de scrabble francophone du 15 au 20 avril à Brazzaville. Sept pays de l'Afrique francophone y ont pris part, notamment le Bénin, la RDC, le



Les scrabbleurs en compétition crédit photo DR

Gabon, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal et le Congo. Lors de cette compétition, le Congolais Cyr Likelemba a été plébiscité révélation du tournoi. La Fédération congolaise de scrabble (Fécosra) existe depuis février 1996. Cet organe national qui rassemble tous les pratiquants du jeu de scrabble est agréé par le ministère de la Culture et des Arts depuis 2010. Elle est aussi affiliée à la Fédération internationale de scrabble francophone. La Fécosra organise régulièrement des compétitions nationales et participe à celles qui sont organisées par les instances internationales. C'est le cas des simultanés panafri-

cains qui sont des parties qui se jouent le même jour au même instant dans toute l'Afrique francophone via Internet. Il y a aussi les simultanés mondiaux, qui sont des parties qui se jouent à la même heure à travers le monde entier sans oublier les journées de la Francophonie au cours desquelles les élèves âgés de 10 ans prennent part. La Fécosra compte à ce jour plus de deux cents joueurs licenciés pratiquant essentiellement la variante duplicate mais le nombre de joueurs de scrabble toute variante et tout niveau confondus dépasserait mille en République du Congo.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



TRANSFERTS

Jordi Mboula prêté au Cercle Bruges

L'attaquant espagnol de l'AS Monaco jouera durant un an au Cercle Bruges, qui évolue en première division belge.

L'absence de Jordi Mboula lors du stage suisse de l'AS Monaco était annonciatrice d'un départ imminent : c'est désormais acté, l'ailier espagnol d'origine congolaise a été prêté jusqu'en juin 2020 au Cercle Bruges, pensionnaire de Jupiler League.

Le joueur formé au FC Barcelone retrouvera dans le club filiale plusieurs éléments également prêtés par l'ASM (Biancone, L.Badiashile, Serrano et Bongiovanni) qui devait impérativement dégraisser un effectif de près



de 70 joueurs sous contrat !! Opéré d'une rupture d'un tendon des ischio-jambiers de la cuisse droite en novembre 2018, l'ailier de 20 ans a très peu joué la saison dernière avec l'AS Monaco : 7 apparitions en Ligue 1, 1 en Ligue des champions, 1 dans le Trophée des champions, 7 matchs avec la réserve.

Si Monaco espère encore valoriser l'Hispano-congolais, qui est lié jusqu'en juin 2020, cela passera donc par une saison pleine en Jupiler League avant de revenir par la grande porte à La Turbie. Ou d'attiser les convoitises des clubs européens.

Pour les instances congolaises, il s'agira d'être pragmatique. C'est le moment de convoiter l'ancien Barcelonais, qui est dans le creux de la vague, pour entamer le renouvellement du vestiaire des Diables rouges. Avec le Cercle de Bruges, qui débute sa saison le 27 juillet face au Standard de Liège, il disputera un ultime match amical vendredi à Auxerre.

Camille Delourme

FINALE DES PLAY-OFFS DE FOOTBALL

RCB en ligue 1

Le Racing Club de Brazzaville (RCB) a assuré sa montée à l'élite, le 16 juillet, au stade Alphonse-Massamba-Débat, après sa large victoire (3-0) devant Flamengo.

La victoire permettra à la formation de jouer, pour la première fois de son histoire, en ligue 1 congolaise. Les deux équipes ont livré un beau spectacle, pendant une bonne partie de la première période, marqué par des arrêts impeccables des deux gardiens. Le match a changé de physionomie à cinq minutes de la fin de la première mi-temps, avec la domination de RCB, récompensée à la 46^e minute, grâce au but de l'avant-centre, Juste Hermann Mayela.

RCB a doublé la mise à la 54^e, par le biais de Styven Yoka, après un coup franc causé par Rodelin Akela. Quinze minutes après, Juste Hermann Mayela a enfoncé le clou dans une frappe bien cadrée depuis le centre, mettant en difficulté le gardien de Flamengo qui avait laissé sa cage vide. L'équipe de Flamengo qui était favorite avant cette rencontre perd ainsi devant RCB qui ne souhaite pas faire piètre figure en ligue 1.

Son président estime que son équipe ne descendra plus en deuxième division.

« Cette victoire est le fruit d'un travail bien fait. Nous sommes conscients du travail qui nous attend, mais il faut d'abord renforcer l'équipe puisque nous voulons désormais rester en ligue 1. Félicitations aux jeunes, ils ont tenu leur promesse », a déclaré Dembele Mohamed, président de RCB.

Les carottes ne sont pas totalement cuites pour Flamengo. En effet, cette équipe croisera, en match de barrage, celle de Patronage.

Le vainqueur de cette rencontre, qui aura lieu ce 19 juillet, sera qualifié en ligue 1.

Les trois meilleures équipes de ces play-offs, à savoir RCB, Flamengo et la Jeunesse Sportive de Poto-Poto ont reçu des trophées, des médailles et des enveloppes, dont les montants n'ont pas été révélés.

Rude Ngoma (stagiaire)

CAN 2019

La succession du Cameroun se joue entre le Sénégal et l'Algérie

Le vendredi, le successeur du Cameroun vainqueur de 2017, sera connu. L'Afrique va consacrer son nouveau champion à l'issue de la rencontre qui opposera les Lions de la Teranga aux Fennecs d'Algérie.

Une finale inédite de la Coupe d'Afrique des nations. Les Lions de la Teranga joueront leur deuxième finale de l'histoire, après celle perdue aux tirs au but à Bamako en 2002, devant les Lions Indomptables du Cameroun. Le Sénégal a dû attendre dix-sept ans après pour se retrouver encore en finale.

Devant, se dresse aussi un revenant. Les Fennecs d'Algérie qui n'ont plus disputé la finale de la CAN depuis leur unique consécration à domicile en 1990 face au Nigeria.

Vingt-neuf ans après, l'Algérie disputera sa troisième finale, après 1980 et 1990. Une finale qui tient toutes ses promesses puis qu'elle met aux prises, les deux équipes les plus en forme de la compétition.

L'Algérie est la seule équipe invaincue dans cette compétition. Car, elle a gagné cinq de ses six matches au temps réglementaire. La seule fausse note est la victoire obtenue aux tirs au but face aux Eléphants de la Côte d'Ivoire en quart de finale de la compétition. Depuis la phase de poules, jusqu'à la finale, les Fennecs ont appris à



Le Sénégal et l'Algérie vont se croiser pour la deuxième fois dans cette CAN Photo AFP

se battre avec les sélections de l'Afrique de l'ouest.

Après le Sénégal en match de poules, ils ont tour à tour éliminé les sélections et non pas les moindres : la Guinée en huitièmes, la Côte d'Ivoire en quarts et le Nigeria en demi, avant de retrouver le Sénégal en finale.

Le Sénégal qui tentera de soulever sa première coupe d'Afrique de son histoire, a un grand défi à reléver. Il s'agira de battre, pour la première fois, l'Algérie dans une phase finale de la CAN. Ce qui n'est, d'ailleurs, pas impossible même

si actuellement les statistiques plaident en faveur des Fennecs. Les deux équipes se sont affrontés pour la dernière fois, le 27 juin, dans cette même CAN. L'Algérie l'avait emporté (1-0), lors des matches comptant pour la deuxième journée du groupe C. C'est d'ailleurs la seule défaite du Sénégal dans cette compétition.

Peu avant ce match, l'Algérie et le Sénégal avaient fait jeu égal (2-2), au Gabon. En 2015, les Fennecs avaient battu les Lions de la Teranga, puis lors des demi-finale de la CAN 1990, l'Algérie avait encore eu

raison du Sénégal (2-1). Le bilan des vingt-deux dernières rencontres (éliminatoires et matches amicaux compris) place l'Algérie largement en tête avec treize victoires contre cinq matches nuls et quatre défaites. Le Sénégal peut s'appuyer sur l'une de ces points forts pour faire la différence. Les Lions de la teranga ont la meilleure défense de la compétition avec un seul but encaissé en six matches, celui inscrit par l'Algérien Belaili, en match de poules. Le Sénégal a réussi cinq « clean sheet », respectivement face à la Tunisie,

le Benin, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya.

La suspension de Kalidou Koulibaly va obliger Aliou Cissé, le sélectionneur du Sénégal à revoir ses plans en défense. Mais quoi qu'il arrive l'Afrique sortira vainqueur de cette trente deuxième édition, la première à vingt-quatre sélections. C'est d'ailleurs pour la première fois que les finalistes ont eu cinq jours de récupération.

Cette finale est un match dans un match. C'est-à-dire celui qui va opposer l'Algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, au Sénégalais de Liverpool, Sadio Mane, peut-être pour le titre de meilleur joueur de la compétition.

En cas de victoire, l'Algérie rejoindra la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo, les deux sélections à avoir soulevé le trophée à deux reprises. Le Sénégal rêve, quant à lui, d'égaliser, le Congo, l'Afrique du sud, le Maroc, le Soudan, l'Éthiopie, la Tunisie et la Zambie, qui ont chacun un trophée.

Notons que, pour le compte de cette finale, les autorités algériennes ont mobilisé vingt-huit avions pour quatre mille huit cents supporters, qui viendront appuyer dans les gradins du stade international du Caire les Fennecs. A première vue, le spectacle est garanti dans et en dehors du terrain.

James Golden Eloué